

Le Panorama Hebdomadaire de la Région Hauts-de-France



Réalisé par le service Presse de la Direction
de l'Information et de l'Accueil

Du 26 octobre au 02 novembre 2016



Ce Panorama est constitué d'une sélection d'articles issus des presses hebdomadaires régionales et locales du Nord Pas de Calais - Picardie, classés par thème.

Pour tout complément d'information :

Direction de l'Information et de l'Accueil
Service Presse
Postes (4)6741, (4)6742, (4)6744
Panoramapresse@nordpasdecalspicardie.fr
151 Avenue du Président Hoover - Lille



SOMMAIRE

P - EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

(3 articles)



mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

« Donner un élan au tissu économique » (351 mots)

Un an après son lancement, la charte Entreprises et Quartiers a conquis de nouvelles entreprises. «L'année dernière, elles é...

Page 9



mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Mobiliser jeunes et entreprises (373 mots)

«Nous rencontrons souvent dans les quartiers des familles qui comptent deux à trois générations de chômeurs. Avec cette cha...

Page 10



vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

Bombardier : contrats encourageants ! (520 mots)

CRESPIN Récemment, Bombardier livrait le 100ème Regio 2N aux Hauts de France. L'occasion de revenir plus largement sur le premier site industriel ferrovi...

Page 11

VP2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT...

(4 articles)



vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

Le centième train made in Hauts de France livré (385 mots)

Fabriquée en Hauts de France pour les Hauts-de-France, la centième rame du TER Régio 2N vient d'être livrée à la Rég...

Page 13



vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

La boucle est bouclée pour Avenir Rail Hainaut (437 mots)

AULNOYE-BACHANT Après six années de soutien infaillible à la réalisation d'un Centre européen d'essais ferroviaires, l'association Avenir Rail Hainaut vi...

Page 14



vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

Pas de retard pour la liaison SNCF Creil-Roissy (245 mots)

CREIL-ROISSY Annoncée pour 2020, la liaison ferroviaire Creil-Roissy sera-t-elle retardée de 10 ans ? Mardi, dans un communiqué, le secrétaire d'Etat cha...

Page 15



jeudi 27 octobre au
mercredi 2 novembre
2016

PROMOTION DU TOURISME Des intercos font bande à part

(438 mots)

DOUAISIS Le 1er janvier, les intercos auront la compétence de la promotion du tourisme. L'agglomération de Douai et l'Ostrevent ne travailleront pas ensemble. ...

Page 16

VP4 - DÉVELOPPEMENT DURABLE, TRI, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE...

(1 article)

L'INDEPENDANT

jeudi 27 octobre au
mercredi 2 novembre
2016

Le vent tourne pour les éoliennes... (1282 mots)

On a donné, on n'en veut plus ! Voilà résumé un peu abruptement le sentiment de la future communauté d'agglomération du pays de ...

Page 18

VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

(4 articles)

LaSemaine
dans le Boulonnais

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Qui sera le seigneur des anneaux à Boulogne-sur-Mer ?

(571 mots)

Lancé au printemps dernier, présenté à l'époque par Frédéric Cuvillier et Jean-Loup Lesaffre, l'appel à investisseurs pour ...

Page 21

LaSemaine
dans le Boulonnais

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Un projet aux attentes ambitieuses (285 mots)

Étant donné le souhait de la Communauté d'agglomération du Boulonnais de viser l'exemplarité dans les aménagements urbains ...

Page 22

LaSemaine
dans le Boulonnais

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Crée : les élus en ont assez de son fonctionnement opaque

(522 mots)

La criée est le lieu où s'effectue la première mise en marché du poisson, dans un port. À Boulogne-sur-Mer, ce n'est pas to...

Page 23

LaSemaine
dans le Boulonnais

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Le mareyage contraint de réduire ses effectifs (448 mots)

Avec 1705tonnes en septembre et 1235tonnes en août, les volumes commercialisés par la criée au cours des derniers mois ne p...

Page 24

VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

(11 articles)

horizons
Agriculture et Territoires
NORD - PAS DE CALAIS

vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

Du bio et du local dans les lycées des Hauts-de-France (685 mots)

Servir des repas de qualité aux lycéens, tout en offrant une réelle opportunité aux agriculteurs qui connaissent des...

Page 26

Saveurs en'Or cherche la bonne solution pour son avenir

(460 mots)

Adhérents, transformateurs, distributeurs, consommateurs... le public ...

Page 27

Une exigence de qualité réaffirmée (299 mots)

Répondant à des interrogations émanant depuis quelque temps d'adhérents ou du monde professionnel agricole concernant les exigences...

Page 28

Cocorette accroît son développement en Hauts-de-France

(1154 mots)

INAUGURATION Avec l'inauguration des poulaillers de Frédéric Lemaire, éleveur de poules pondeuses bio à Boffles, Cocorette a présen...

Page 29

Cohérence économique et écologique au sein du village

(491 mots)

Quand on est maire d'une petite commune comme Nœux-les-Auxi, qu'on vient d'obtenir le label «vil...

Page 31

Cocorette recherche des producteurs (110 mots)

Le groupe Cocorette recherche sur la région Hauts-de-France une soixantaine de producteurs, 30 en bio : 6 000 poules...

Page 32

« La Région s'engage »(412 mots)

Jean-Michel Serres, président de la commission agriculture et agroa...

Page 33

C'est un système contractuel rassurant (665 mots)

Éleveur « Cocorette » de poules pondeuses Bio à Boisbergues ...

Page 34

Les Hauts de France à la conquête du monde (1265 mots)

Première région agricole française en valeur ajoutée, les Hauts de France occupent la troisième place du podium s'ag...

Page 35

LES ABATTOIRS RECRUTENT 18 personnes formées et embauchées (421 mots)

EMPLOI Les entreprises Pruvost Leroy et Douaisienne d'abattage recrutent du personnel : l'Etat et la Région ont financé la formation des candidats. C'e...

Page 37

Coup de pouce au secteur agricole (367 mots)

Le secteur agricole du Boulonnais a bien besoin d'un coup de main : c'est la conclusion d'une étude menée en particulier dan...

Page 38

VP8 - CULTURE

(4 articles)

« Le musée est un lieu à partager »(584 mots)

Marie Lavandier est la nouvelle directrice du Louvre-Lens. Arrivée en septembre, elle a derrière elle un parcours dense com...

Page 40

François Hollande pourrait venir (184 mots)

Un agenda de président de la République n'est pas une rigolade à organiser. Les services de l'Élysée travaillent sur la dat...

Page 41

Le Louvre dynamise déjà le territoire (634 mots)

Le recadrage est courtois mais ferme de la part du président de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin (Call). Alors ...

Page 42

C'est parti pour un an de travaux (544 mots)

L'accès à l'église est fermé depuis la mi-septembre et pour cause, un vaste chantier est en cours. « On va commencer par la charpen...

Page 43

VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

(2 articles)

L'AFPA ACCUEILLE 17 MIGRANTS (905 mots)

ROUSIES Le centre de formation AFPA de Maubeuge-Rousies, installé sur la commune, accueille depuis lundi 17 migrants afghans et soudanais souhaitant s'in...

Page 46

Une bourse pour les créatrices d'entreprise (294 mots)

Lancée pour la première fois l'année dernière, la bourse Sorop' Désir d'Entreprendre dans le Béthunois revient cette année....

Page 48

VP11 - LYCÉES

(1 article)

L'Observateur
de l'Avesnois

vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

MÉRULE ET TRAVAUX Juste une ombre sur le tableau d'un bel avenir (1065 mots)

SAINS-DU-NORD L'état des lieux immobilier du lycée Ch. Naveau n'est pas reluisant. Vincent Dufraisse, directeur, attend beaucoup à ce niveau. Le conseil...

Page 50

VP12 - RÉNOVATION URBAINE, LOGEMENT, INNOVATION NUMÉRIQUE...

(1 article)

Le Courrier
de Fourmies

vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

La Région donne le feu vert (428 mots)

FOURMIES La visite de Guillaume Delbar a permis de rassurer les élus et de donner un feu vert au financement des projets. Depuis plusieurs mois la poli...

Page 53

VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

(3 articles)

L'INDEPENDANT

jeudi 27 octobre au
mercredi 2 novembre
2016

Premier plongeon vendredi midi (1075 mots)

Cette bonne vieille Iris, ...

Page 55

LaSemaine
dans le Bouloonnais

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Extension de Damrémont : ces maires qui osent dire non

(676 mots)

Ils ont osé voter contre. Contre les modalités de financement du projet d'extension de la salle omnisports Damrémont. Donc,...

Page 58

LaSemaine
dans le Bouloonnais

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

« 14 mois de travaux »(322 mots)

C'est l'adjoint aux sports Jean-Claude Étienne qui a présenté le projet Damrémont aux élus en bureau de la Cab, début octob...

Page 59

VP14 - RURALITÉ, DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE, FAMILLE...

(1 article)

L'Observateur
de l'avesnois

vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

Les entreprises impactées au quotidien (428 mots)

MAROILLES La ségrégation informatique est sur le point de prendre fin. Les acteurs économiques poussent un grand ouf de soulagement. Les problèmes de d...

Page 61

VP15 - SANTÉ

(1 article)

L'Observateur
du Douaisis

jeudi 27 octobre au
mercredi 2 novembre
2016

Un laser-robot pour soigner les tumeurs (489 mots)

DOUAISIS Un nouveau système de radiothérapie robotisé, le cyberknife, qui permet de traiter les tumeurs difficiles d'accès vient d'être inauguré au centr...

Page 63

POLITIQUE RÉGIONALE

(3 articles)

Le Réveil
de Berck

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Daniel Fasquelle est convaincu qu'il restera maire jusqu'en 2020 (380 mots)

Le maire du Touquet apprécie peu les supputations sur sa succession à la mairie du Touquet. Pour lui, la question n'a pas d...

Page 65

L'Observateur
de Beauvais

vendredi 28 octobre au
jeudi 3 novembre 2016

LES AMBITIONS DE MEHDI RAHOUI « Beauvais a besoin d'un W. Amsallem du 21e siècle »(1665 mots)

ELECTIONS Pressenti pour être candidat sur la 2e circonscription de l'Oise, le conseiller municipal PS reste indécis. Il privilégierait la conquête de la...

Page 66

L'Observateur
de l'Arrageois

mercredi 26 octobre au
mardi 1^{er} novembre
2016

Le Parti radical dévoile 130 propositions pour peser sur les prochaines élections (699 mots)

Anthony Blondeau a la ferme intention de faire vivre le Parti Radical (composante de l'UDI) dans le Pas-de-Calais. En tant que président de la fédération...

Page 69

P - EMPLOI ET
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE

« Donner un élan au tissu économique »

Un an après son lancement, la charte Entreprises et Quartiers a conquis de nouvelles entreprises. « L'année dernière, elles étaient neuf à signer la charte dans l'Artois. Aujourd'hui, dix nouvelles viennent de nous rejoindre » annonce Marc Meurieux, délégué du préfet. Certaines ont d'ailleurs adhéré à un réseau d'entreprises. C'est le cas de la société Orthos, qui travaille dans la maintenance de l'habitat et qui fait partie de Face Artois. Ce réseau regroupe une soixantaine d'entreprises, elle a notamment pour but de favoriser le développement économique local, la mise en œuvre et le développement d'actions dans le domaine de l'accès à l'emploi. Ce que

fait également la charte Entreprises et Quartiers. Depuis plusieurs années, Orthos œuvre déjà auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi. « Nous y sommes formalisés depuis plusieurs années, donc c'était normal pour nous d'adhérer à cette charte. Nous voulons donner un nouvel élan au tissu économique local » explique Lætitia Oddo, directrice des ressources humaines d'Orthos. L'entreprise se concentre surtout sur l'éducation et l'emploi : « Nous accueillons des élèves de 4^{ème} et 3^{ème} en stage, notamment ceux du collège Marie-Curie d'Arras. Nous voulons leur faire découvrir le monde de l'entreprise ainsi que les différents métiers qu'on peut y trouver. » Mais

Orthos ne vient pas seulement en aide à la jeunesse : « Nous coachons également des demandeurs d'emploi. Cela se passe sur six mois. Nous les aidons dans leur orientation, pour réaliser leur CV et pour activer leur réseau. Chacun est parrainé par un employé volontaire de notre entreprise. » Une démarche qui peut alors les aider à trouver un emploi au sein d'Orthos ou chez l'un de ses partenaires : « Nous les prévenons quand il y a des postes à pourvoir qui sont susceptibles de les intéresser chez nous, sinon nous activons notre réseau de partenaires. » Charlotte Dumont ■



Mobiliser jeunes et entreprises

« Nous rencontrons souvent dans les quartiers des familles qui comptent deux à trois générations de chômeurs. Avec cette charte, nous voulons travailler dans la durée et surtout sur les plus jeunes », explique Xavier Czerwinski, secrétaire général adjoint en charge de la cohésion sociale. Pour cela, la charte compte sur l'engagement des entreprises pour aider les habitants des quartiers populaires concernant l'accès à l'emploi et la création d'entreprises. Elle a aussi pour but d'agir au niveau du développement économique, social et culturel des quartiers prioritaires, dans plusieurs domaines tels que l'éducation, le soutien à l'entrepreneuriat ou encore l'orientation. « Sur les 4 800 habitants de Saint-Nicolas, un peu plus

de 500 d'entre eux sont demandeurs d'emploi. Le problème c'est que parmi eux, beaucoup ne sont pas prêts à l'emploi. Nous comptons donc beaucoup sur les chefs d'entreprise pour développer cette économie », souligne Xavier Czerwinski.

L'éducation et l'emploi

La charte « Entreprises et Quartiers » est très orientée sur l'éducation et l'accompagnement à l'emploi : « Durant cette première année, nous avons accompagné plus de 600 jeunes. Nous les avons aidés à travailler sur leur CV, à découvrir les codes de l'entreprise, ses droits et ses devoirs, et les différents métiers qu'elles regroupent. Nous les avons aidés à trouver des stages. Une ving-

taine de collaborateurs se sont mobilisés auprès des établissements scolaires. » Cette année était d'ailleurs axée sur les métiers de l'agroalimentaire. « Nous voulons faire découvrir les métiers de la technique aux collégiens et lycéens », souligne Xavier Czerwinski. Mais l'année prochaine, changement de domaine, puisqu'elle sera placée sous le signe du numérique. Mais même si cette charte est très portée sur la jeunesse, elle concerne les personnes de tout âge. « Les formations ne sont pas toujours adaptées au monde de l'entreprise, c'est donc un bon moyen pour les demandeurs d'emploi de se mettre à niveau », souligne Marc Meurieux, délégué de la préfète. C.D. ■



Bombardier : contrats encourageants !

CRESPIN Récemment, Bombardier livrait le 100ème Regio 2N aux Hauts de France. L'occasion de revenir plus largement sur le premier site industriel ferroviaire français, à Crespin.

Le site de Bombardier à Crespin embauche 2 000 salariés, dont 500 ingénieurs et cadres. Toutes les compétences nécessaires à la mise en service d'un nouveau train sont disponibles sur place. De la conception générale aux études de détails, de l'assemblage aux tests, jusque la mise sur rail, Crespin assure un suivi complet. Pour cela, Bombardier s'appuie sur un vaste tissu de 400 fournisseurs à 75 % français dont la moitié sont basés dans la région. D'ailleurs, certaines entreprises se sont implantées aux côtés du constructeur sur le Parc d'activités industriel TransAvenir, adossé au site de Crespin, qui compte environ 400 salariés.

NOUVEAU REGIO 2N

Le dernier né de l'usine Bombardier à Crespin est un nouveau modèle de TER à deux niveaux. Un train aux nouvelles couleurs, affichant le logo régional, qui répond à l'augmentation de la fréquentation du TER. Les rames y sont conformes aux dernières normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite,

plus capacitaires, plus confortables et plus spacieuses. Ce nouveau train est une nouvelle démonstration du savoir-faire du site de Crespin.

CONTRATS À VENIR

A l'heure où le ferroviaire reste une industrie menacée, il est bon de signaler que le carnet de commandes du site de Crespin comprend deux grands contrats à venir. Il faudra d'abord compter sur ce Regio2N, à destination des régions qui en ont commandé 213 exemplaires. Ceci, dans le cadre d'un contrat signé en 2010 pour 860 trains. Le dernier train commandé devrait être livré début 2019.

Autre contrat important pour Crespin : le Francilien (un train suburbain ultra-moderne et performant pour l'Ile-de-France). Ce qui représente 225 trains commandés sur le contrat signé en 2006 de 372 trains. Le dernier train commandé sera, ici, livré en 2018.

L'entreprise participe également aux projets de métro parisien fer MF2000

et MI09 pour le RER A de la RATP. Ces contrats se terminent début 2017 pour le site de Crespin. ■



Lundi 17 octobre, Bombardier livrait le 100ème Regio2N à Crespin, en présence de Xavier Bertrand.

par Benoît Didier

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

TER en chiffres

2ème région ferroviaire de France **1 230** trains circulent chaque jour. **185 000** voyageurs quotidiens. **245** rames. **2 627** kilomètres de voies.
138 gares. **225** points d'arrêt. **23 millions** de kilomètres/an. **41** lignes TER. **3** lignes TERGV.



VP2 - TRANSPORTS,
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT...

Le centième train made in Hauts de France livré

Fabriquée en Hauts de France pour les Hauts-de-France, la centième rame du TER Régio 2N vient d'être livrée à la Région par l'usine Bombardier de Crespin.

Fabriquée en Hauts de France pour les Hauts de France, la centième rame du TER Régio 2N vient d'être livrée à la Région par l'usine Bombardier, de Crespin, près de Valenciennes. Ce train de nouvelle génération composé de sept voitures à deux étages est le dixième qui sera mis en service sur le réseau régional sur une commande totale de 25, dont 18 pour le Pas-de-Calais et sept pour l'ancienne Picardie.

Un investissement de 339 millions d'euros

Cet investissement représente 339 millions d'euros, au moment où la filière ferroviaire traverse une crise. Avec plus de 2 000 emplois sur son

site de Crespin, dont un quart d'ingénieurs, le site Bombardier, de Crespin, compte parmi les grands atouts de la région pour son ambition de construire l'équivalent d'un « *Airbus du ferroviaire* » selon la formule du Président Xavier Bertrand.



Fabriquée en Hauts-de-France pour les Hauts-de-France, la centième rame du TER Régio 2N vient d'être livrée.

La Région peut compter aussi, à Petite-Forêt près de Valenciennes, sur le site d'Alstom où se trouve l'unique centre mondial du construc-

teur pour la conception des intérieurs de tous les TGV circulant dans le monde, ainsi que sur un important réseau de laboratoires de recherche.

Elle peut s'appuyer également sur le banc d'essais Cadence unique en Europe à Méaulte, l'institut de Recherche Technologique Railenium à Valenciennes et, bien sûr, le pôle de compétitivité mondial I-trans.

Première région ferroviaire du pays avec 270 entreprises dont les principaux leaders mondiaux et 14 000 emplois, les Hauts de France disposent ainsi de nombreuses forces pour devenir au train ce que la région de Toulouse est à l'aviation. ■



La boucle est bouclée pour Avenir Rail Hainaut

AULNOYE-BACHANT Après six années de soutien infaillible à la réalisation d'un Centre européen d'essais ferroviaires, l'association Avenir Rail Hainaut vient de prononcer sa dissolution suite à l'abandon de ce projet.



Apprenant que l'IRT Railenium abandonnait son projet de CEEF, l'association Avenir Rail Hainaut s'est réunie en assemblée générale extraordinaire le 11 juillet dernier.

« Depuis presque deux ans, je me doutais de l'issue finale. » Bernard Plaquin, vice-président de l'association Avenir Rail Hainaut, nourrit forcément des regrets lorsqu'il évoque ce projet de Centre européen d'essais ferroviaires (CEEF) sur le site de Bachant.

Lors de sa création en décembre 2010, l'association se donne plu-

sieurs missions : informer les locaux de l'évolution du projet, rester au contact des porteurs de projet et montrer l'intérêt économique qui peut apporter ce Centre dans la Région.

Malgré la mobilisation d'une importante partie du territoire, Bernard Plaquin regrette la réaction des réfractaires. « Quand on construit un train, il y a des milliers d'essais à réaliser avant sa mise en service. Ça aurait fait venir des constructeurs et des chercheurs... Malheureusement, les opposants ne prenaient pas en compte l'impact qu'aurait pu avoir ce projet et ses conséquences à long terme. »

. RETOUR EN ARRIÈRE

Porté par l'Institut de Recherche Technologique Railenium, il était question d'un grand anneau de 10 km, d'une boucle de 6 km, de pe-

tits anneaux de 2 km et de quelques bâtiments. Un centre de formation a même été créé sur le campus de Valenciennes. Études sur le terrain et réunions de concertation se sont ainsi succédé. Mais « au fur et à mesure, le projet s'est effrité », concède Bernard Plaquin. « J'avais appris qu'il ne servait à rien de créer un CEEF car SNCF Réseau avait trouvé d'autres moyens de faire ses tests. On préfère réaliser ces essais virtuellement, via des simulations sur ordinateur, et se passer d'essais en vrai grandeur. » Une débâcle alors qu'on parlait ici d'environ 540 millions d'euros d'investissement, dont un peu moins de 200 millions pour la seule construction du CEEF (infrastructures et matériel). « On ne peut que regretter de ne pas voir aboutir un projet de cette importance », conclut Bernard Plaquin ■

par Romain Guille



Pas de retard pour la liaison SNCF Creil-Roissy

CREIL-ROISSY Annoncée pour 2020, la liaison ferroviaire Creil-Roissy sera-t-elle retardée de 10 ans ? Mardi, dans un communiqué, le secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, a démenti toute annonce de report du projet de ligne nouvelle Roissy-Picardie. « Cette rumeur relève d'une interprétation erronée d'un courrier du secrétaire d'Etat en date du 28 septembre, qui mentionnait l'horizon 2030 en référence au rapport de la Commission « Mobilité 21 ». Celle-ci fixait cette échéance comme un délai maximum

pour une série de projets jugés prioritaires en France, dont celui de la liaison Roissy-Picardie », a-t-il expliqué. Et de préciser : « Les conditions sont toujours réunies pour que le lancement des travaux puisse intervenir d'ici 2020 ».

En revanche, il n'y a aucune nouvelle sur la volonté de créer une gare TGV à Beauvais, dans le cadre d'un tracé pour la future liaison Londres-Paris, par Calais. Cette idée impulsée alors par le maire de Beauvais, Caroline Cayeux et le président de la CCIO,

Philippe Enjolras, et qui avait été relayée via une pétition, est jusqu'à maintenant restée lettre morte. ■



Alain Vidalies a démenti le report de la construction de liaison ferroviaire Creil-Roissy.



PROMOTION DU TOURISME Des intercos font bande à part

DOUAISIS Le 1er janvier, les intercos auront la compétence de la promotion du tourisme. L'agglomération de Douai et l'Ostrevent ne travailleront pas ensemble.

C'est une obligation prise avec plaisir ou soupir, c'est selon. Dès le 1er janvier 2017, la loi Notre oblige les intercommunalités à reprendre la compétence de la promotion du tourisme. Entre le beffroi de Douai, les cités minières, Arkeos, la Chartreuse ou le centre historique minier et la base de Rieulay, le Douaisis a sans doute une belle carte à jouer. Problème : les deux intercommunalités ne travailleront pas ensemble. La faute à qui ? On ne sait pas.

« C'EST DOMMAGE »

Lors du conseil communautaire de

Lors du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Douaisis (CAD), Christian Poirer, le président annonce sans ambages : « Je ne souhaite pas avoir un service

tourisme. On ne va pas faire une usine à gaz. » On le sait, c'est de notoriété publique, le développement économique est la priorité de la CAD. Le tourisme, peut-être un peu moins. La stratégie de l'agglomération est assez simple : s'appuyer sur ce qui existe déjà, et qui fonctionne plutôt bien. Il existe une association Douaisis Tourisme, qui s'occupe déjà de la promotion du tourisme, c'est sur elle que la CAD devrait s'appuyer. Et le président d'ajouter : « Par contre j'aurais aimé que cela se fasse à l'échelle CAD - Coeur d'Ostrevent, mais ce n'est pas faisable, c'est dommage ! » Alors que se passe-t-il ? Pourquoi la CAD ne peut-elle pas travailler avec la communauté de communes voisine, Coeur d'Ostrevent ? *L'Observateur* est allé poser la question au président de la CCCO, Frédéric Delannoy. « Quand nous pouvons travailler à l'échelle du Douaisis, nous le faisons.

Cependant, sur la promotion du tourisme, nous n'avons pas été sollicités. Par ailleurs, nous sommes déjà en octobre, la compétence nous revient en janvier. Notre étude sur le tourisme est prête depuis déjà longtemps. » Mais rien n'est perdu peut-être, car Frédéric Delannoy le rappelle : « Coeur d'Ostrevent fait partie de Douaisis Tourisme. » ■



Christian Poirer veut s'appuyer sur l'association Douaisis Tourisme pour gérer le tourisme de l'agglomération de Douai.

par Dorothée Delomez



VP4 - DÉVELOPPEMENT
DURABLE, TRI, TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE...

LES ÉLUS VEULENT STOPPER LEUR DÉVELOPPEMENT SUR LA FUTURE CAPSO

Le vent tourne pour les éoliennes...

On a donné, on n'en veut plus ! Voilà résumé un peu abruptement le sentiment de la future communauté d'agglomération du pays de Saint-Omer (Capso) qui réunira au 1^{er} janvier la communauté d'agglomération de Saint-Omer, la communauté de communes du canton de Fauquembergues, la communauté de communes de la Morinie et la communauté de communes du pays d'Aire-sur-la-Lys. Depuis juin, les élus des différentes structures planchent sur le sujet. Le 13 octobre dernier, les présidents des quatre intercommunalités ont pris la plume pour une déclaration commune : « l'ensemble des élus du territoire ne souhaitent pas poursuivre le développement de la filière éolienne au-delà des permis déjà accordés. »

Dans le développement de l'éolien, le pays de Saint-Omer n'a pas été épargné. Les parcs éoliens sont nombreux, particulièrement autour de Fauquembergues. On trouve aussi quelques mâts sur la partie sud-est du pays de Lumbres, en bordure de la route départementale 928 : c'est une infime partie de la fameuse « route du vent », qui s'étend du Haut-Pays au littoral.

La région de Fauquembergues a été précurseur en la matière : les élus avaient fait de l'éolien un vecteur de développement économique et les propriétaires fonciers y ont vu une nouvelle source de revenus (en moyenne, 2.000€ par an et par éolienne). Dès 2004, un premier parc de 25 machines était sur les rails. 26 aérogénérateurs sont aujourd'hui érigés sur les terres de la communauté de communes du canton de Fauquembergues et 21 nouvelles installations ont été autorisées ou sont en construction. « Le développement éolien sur cette partie du territoire est en train d'atteindre ses limites », notait un récent rapport de l'agence d'urbanisme et de développement du pays de Saint-Omer. Chez le voisin de Fauquembergues, la communauté de communes du canton de Fruges et environs, ce sont 74 mâts qui sont aujourd'hui en production.



Le pays de Saint-Omer pourrait compter jusqu'à 60 éoliennes avec les projets en construction ou à venir dans les prochains mois. La plus forte densité est sur la région de Fauquembergues avec 26 mâts en service et 21 permis de construire accordés.

L'appât financier ces dernières années

Alors, stop ou encore ? La Morinie devrait se retrouver avec quatre éoliennes en production dans les mois à venir, alors que la communauté d'agglomération de Saint-Omer est pour l'heure épargnée. Sur la Caso, le projet le long de l'autoroute A26, à deux pas de la forêt de Tournehem, a été retoqué ; à Helfaut, un collectif d'habitants se bat actuellement contre l'implantation d'éoliennes, même si son maire, Francis Marquant, y voit un intérêt financier.

L'argent, avec les emplois promis, voilà ce qui a principalement séduit les élus locaux dans le développement de l'éolien avec de nouvelles re-

cettes, via la taxe foncière, la contribution économique territoriale ou l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux. Et peu importe que cela entache les paysages pour les uns, que cela contribue à la transition énergétique pour les autres.

Ces dernières années, les entreprises éoliennes ont bénéficié d'une aide importante des pouvoirs publics. Pour permettre le développement de la filière, l'État a « institué un mécanisme d'obligation d'achat à tarif réglementé de l'électricité « éolienne » par les opérateurs historiques », rappelle dans son dernier rapport l'agence d'urbanisme. Pendant dix ans, voire quinze dans certains cas, le propriétaire d'un parc éolien bénéficie d'un tarif garanti. Un dispositif rêvé pour les exploitants avec un prix plus élevé que le prix de l'électricité sur le marché, le surcoût étant répercuté sur la facture du consommateur avec « la contribution au service public de l'électricité ». Cette aide va-t-elle durer ? L'agence d'urbanisme est perplexe : « ce mécanisme est aujourd'hui critiqué car il perturbe de manière considérable le marché de l'énergie. L'État envisage donc de le remplacer à partir du 1^{er} janvier 2018 par un dispositif de prime complémentaire au prix du marché. » Cela

serait moins rémunérateur pour les exploitants, d'où « l'empressement de certains développeurs à faire aboutir leurs projets ». De plus, à partir du 1^{er} janvier 2017 avec la création de la Capso et pour les nouvelles implantations, la commune n'aura plus que la seule recette de la taxe foncière ; les autres taxes seront perçues par la nouvelle agglomération, le Département et la Région.

Préserver les paysages

Trop longtemps sans doute, même si les différents schémas éoliens de la

région ciblait des sites à préserver, l'impact paysager des éoliennes a été minimisé. Désormais, certains élus et l'agence d'urbanisme semblent concéder l'inverse. « L'extension du pôle éolien du canton de Fauquembergues, l'un des plus denses du département », peut-on lire dans un récent rapport, pourrait « créer un effet barrière qui se traduirait par une saturation visuelle et un mitage du paysage ». Ce n'est déjà pas le cas ?

L'agence d'urbanisme conclut que les éoliennes présentent des risques potentiels sur le paysage. Et qu'il y a

des zones à protéger absolument, des Hauts plateaux artésiens à l'Audomarois avec son marais, en passant par les pays d'Aire, de la Morinie et la vallée de la Hem, « au paysage bocager inséré dans une cuvette ». En résumé, c'est non pour tous les nouveaux parcs dans les paysages aujourd'hui préservés, dans la perspective du cœur historique de Saint-Omer, du site archéologique de Thérouanne, du beffroi d'Aire-sur-la-Lys. Et oui, peut-être, pour « densifier » ceux déjà sacrifiés. ■

par Benoît Cailliez



VP5 - MER ET PORTS, POLITIQUE DU LITTORAL

Qui sera le seigneur des anneaux à Boulogne-sur-Mer ?

Lancé au printemps dernier, présenté à l'époque par Frédéric Cuvillier et Jean-Loup Lesaffre, l'appel à investisseurs pour développer la plaisance au niveau de l'agglomération boulonnaise semble séduire plusieurs grands groupes. À l'époque, la Cab (Communauté d'agglomération du Boulonnais) souhaitait attirer des entités ayant le potentiel pour promouvoir un projet d'envergure : la construction d'une marina, un complexe résidentiel accompagné d'anneaux de plaisance à flot.

Mettre en valeur certains atouts

L'actuel port de plaisance de Boulogne-sur-Mer, scindé en trois parties distinctes, compte un total de 470 anneaux. Un projet d'extension pour fournir 200 anneaux supplémentaires est programmé dans le courant de l'année 2017. Mais la Ville de Boulogne-sur-Mer et la Cab souhaitent aller beaucoup plus loin. Il est envisagé de bénéficier du potentiel exceptionnel de certains sites locaux pour accélérer le développement de la plaisance en tant qu'équipement structurant, mais aussi atout touristique complémen-

taire. Cette ambition passe par un appel à investisseurs. « Le projet Plaisance- Marina, en raison de sa situation exceptionnelle, a pour objectif de faire du port une vitrine et une locomotive pour le développement de l'agglomération, tout en mettant en valeur les rivages marins et la Liane », met en avant un document élaboré dans le cadre de cet appel à investisseurs. Ces derniers ont jusqu'au 15 novembre pour déposer leur éventuel dossier de candidature à la Cab, date spécifiée dans Agglorama, le magazine de l'agglomération boulonnaise.

Des spécialistes du genre

Selon nos informations, trois grands groupes auraient manifesté un intérêt certain pour ce futur port de plaisance, qui pourrait compter entre 800 et 1000 anneaux. Un groupe britannique serait sur les rangs. Le Sud de l'Angleterre, les bords de la Tamise en remontant vers Londres, voire la côte Est du pays, possèdent un nombre important de marinas. Une présence qui prouve que les Anglais ont bien le pied marin, on le savait, mais qu'ils sont surtout des spécialistes pour construire et promouvoir

le genre de projet qui pourrait voir le jour de l'autre côté de la Manche. Toujours selon nos sources, le groupe Vinci serait également intéressé. Il suffit de surfer sur son site Internet pour comprendre ô combien le projet boulonnais répond aux compétences de ce géant mondial. Le groupe français de BTP n'en est pas à son premier projet maritime et pourrait mettre son expérience au profit des Boulonnais. Enfin, un troisième groupe, dont l'un des interlocuteurs souhaite rester anonyme pour le moment, serait également sur les rangs. « Nous pourrions nous inspirer de l'exemple situé à Nieuport en Belgique, avance cette personne. Un port de plaisance et une marina qui comptent pas moins de 2000 anneaux. Il faut savoir que les plaisanciers belges sont très intéressés pour avoir un point de chute au Sud de la Manche. Actuellement, cette possibilité n'existe pas. » Aux alentours du 15 novembre, on devrait en savoir un peu plus sur ces éventuelles candidatures. Le projet devrait permettre à l'agglomération d'entrer dans une nouvelle dimension sur le plan de la plaisance et de l'accueil de voiliers sur la Côte d'Opale. Gauthier BY-HET ■



Un projet aux attentes ambitieuses

Étant donné le souhait de la Communauté d'agglomération du Boulonnais de viser l'exemplarité dans les aménagements urbains et de plaisance par le biais de ce projet d'envergure, les candidats ou futurs investisseurs ont l'obligation de répondre à plusieurs attentes.

Un cahier des charges à respecter

Concernant le futur port de plaisance, les intéressés devront être capables de construire et d'aménager un bassin de plaisance à flot comptant un minimum de 800 à 1 000 anneaux, intégrant des pontons et des

catways adaptés aux navires de toutes tailles. Des propositions d'aménagements à terre, nécessaires à la gestion d'un tel équipement nautique, font aussi partie du cahier des charges. La gestion durable des fluides et l'intégration ou non du projet de port à sec sont aussi des notions dont les futurs investisseurs doivent tenir compte.

Site vitrine en matière de durabilité

Pour la future marina, les exigences de la Cab sont également ambitieuses. Les investisseurs sont invités à se positionner sur un master plan

intégrant des propositions en termes de nombre de logements adossés à des aménagements paysagers réalisés. La typologie des logements prévus devra respecter un mixage entre du résidentiel et de l'hébergement hôtelier. Des bâtiments basse consommation ou énergie positive, afin de faire de ce projet un site vitrine en matière de durabilité, sont aussi exigés, sans oublier d'intégrer des espaces dédiés aux commerces et aux services. Un projet d'envergure qui devrait prendre forme d'ici à quelques années sur une partie des terrains de l'ex-Comilog. G.B. ■



Criée : les élus en ont assez de son fonctionnement opaque

La criée est le lieu où s'effectue la première mise en marché du poisson, dans un port. À Boulogne-sur-Mer, ce n'est pas toujours le cas, rarement oseront certains, ce qui agace depuis un moment les élus boulonnais. Ils l'ont fait savoir, une fois de plus, à l'issue d'un conseil stratégique des investisseurs du port (CSIP).

Un règlement pour la criée

« Nous allons adopter un règlement de la filière des métiers de la pêche et de la transformation », lance Frédéric Cuvillier. La petite phrase prononcée par le président du CSIP, dans un flot d'autres annonces concernant les infrastructures portuaires, a failli passer inaperçue. Il faut titiller le député-maire pour obtenir un complément d'information, voire un avis bien tranché sur la question. « Dès lundi (ce lundi 24 octobre, ndlr), un groupe de travail va se mettre en place afin de régler, du début à la fin,

les circuits de commercialisation, lance dans un premier temps Frédéric Cuvillier. Avant de lâcher dans un second temps : Il existe un vrai problème de traçabilité sur le port. Les différents acteurs de la filière doivent respecter leurs engagements. On ne peut pas faire une déclaration et ne pas s'y tenir. » Un problème qui ne laisse pas insensible Jean-Marc Puissesseau, PDG de la Société d'exploitation des Ports du Détroit. « Au niveau de la criée, il faut respecter certaines règles, rappelle-t-il. Un certain nombre de poissons doit passer par elle. La criée, c'est depuis quelques mois un million d'investissement. En réponse, nous devons obtenir des recettes. » « On a fait le boulot, renchérit Frédéric Cuvillier. Il faut que les pratiques évoluent. »

Un audit pour comprendre

Au-delà de l'élaboration d'un simple règlement, les élus souhaitent aller

beaucoup plus loin. « Nous allons organiser un audit de la criée de Boulogne-sur-Mer, envisage Jean-Marc Puissesseau. Il s'agira de voir si elle travaille comme les autres criées françaises. » Le sujet d'une criée privée qui viendrait s'ajouter à celle qui existe est évoqué dans la discussion. « Que ferait de plus une criée privée par rapport à la nôtre ? », s'interroge Jean-Marc Puissesseau, tout en poursuivant, on ne peut pas d'un côté investir et d'un autre ne pas être suivi par les acteurs du port. » Concernant le passage du poisson sur le port, le maire de Boulogne-sur-Mer tient à prévenir les différents acteurs de la filière. « Les affaires maritimes seront également associées à cet audit, indique Frédéric Cuvillier. Ce qui est débarqué sur le port doit correspondre aux chiffres des organisations de producteurs et à la vente en direct. » Des élus et des institutions qui ont décidé de prendre le problème à bras-le-corps. Gauthier BYHET ■



Le mareyage contraint de réduire ses effectifs

Avec 1705 tonnes en septembre et 1235 tonnes en août, les volumes commercialisés par la criée au cours des derniers mois ne permettent pas un approvisionnement suffisant des entreprises. De nombreux emplois sont menacés à court terme, en particulier dans le secteur du mareyage. « La baisse des apports et le développement de ventes directes qui échappent à la criée et aux entreprises boulonnaises ont engendré une forte baisse d'activité de ces mêmes entreprises, explique, au travers d'un communiqué, le mareyage boulonnais. Les solutions existent et sont connues. Leur mise en place dépend de la volonté des responsables portuaires. »

Dès 2012, le mareyage avait alerté

Confrontées à une forte réduction de la flottille d'une part, et au développement des circuits directs privant

les entreprises boulonnaises de volumes nécessaires à leur activité d'autre part, de nombreuses entreprises ne parviennent pas à faire leurs heures alors que l'activité devrait tourner à plein régime en cette période. « Les sources du mal ne sont pas nouvelles, affirme le syndicat. Dès 2012, le mareyage avait alerté les responsables portuaires sur la nécessité d'engager rapidement les mesures nécessaires au maintien des volumes en criée. » Le syndicat proposait notamment la restauration de l'attractivité de la criée grâce à une tarification adaptée, l'engagement d'une démarche offensive pour apporter de nouveaux volumes en criée, la mise en place de la seconde vente, enfin la maîtrise des flux passant par la halle. « La législation n'impose pas un passage en criée, souligne le syndicat. Pour autant, elle n'autorise pas l'utilisation des outils collectifs sans en assurer le financement. » Dans ce contexte, le mareyage boulonnais

n'hésite pas à dénoncer certains agissements : « La semaine passée, le syndicat est intervenu auprès de la criée et de l'État concernant l'évaporation de gros volumes de coquilles Saint Jacques. » La mise en accusation collective des professionnels portuaires concernant les problèmes que connaît la criée n'est pas du goût des mareyeurs. « C'est totalement injustifié dans la mesure où la très grande majorité s'emploie à défendre la criée, met en avant le syndicat, et de regretter, que les propositions concrètes formulées depuis longtemps n'ont toujours pas été prises en compte par les responsables portuaires. » Pour ces professionnels, les solutions existent, elles sont connues, il appartient juste aux responsables portuaires de les mettre en œuvre. Et de conclure leur communiqué par un tonitruant : « Alors, qui ne joue pas le jeu ? » G.B. ■



VP7 - AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE

Du bio et du local dans les lycées des Hauts-de-France

Servir des repas de qualité aux lycéens, tout en offrant une réelle opportunité aux agriculteurs qui connaissent des difficultés dans leurs filières, c'est l'objectif de la stratégie de développement de l'approvisionnement local, votée le 13 octobre par la Région Hauts de France. Un produit est considéré comme local quand il est produit et transformé sur le territoire des Hauts-de-France, avec une traçabilité permettant de remonter jusqu'au producteur de la matière première. De plus, il doit être peu transformé et durable, en d'autres termes, brut et de saison. À l'horizon 2021, l'ensemble des restaurants scolaires des lycées de la région proposeront au minimum 70 % de produits locaux, dont 10 % de produits bios. Les produits locaux ciblés en priorité sont la

viande, les produits laitiers, les ovo produits (à base d'œufs) et les produits issus de l'agriculture biologique régionale. D'ici cette échéance, la Région s'engage à faciliter le travail des chefs. Dès 2017, ces derniers pourront suivre une formation « cuisiner brut, local et durable en restauration scolaire ». La collectivité s'engage aussi à contribuer financièrement à l'achat de produits locaux et à réorganiser les groupements d'achats pour permettre de faire travailler les producteurs les plus proches des lycées. Aujourd'hui, les plateformes de commande des produits locaux des chambres d'agriculture facilitent l'achat de proximité. L'objectif est de les réunir pour créer un outil unique pour toute la Région Hauts-de-France. Pour que ce système soit efficace, agri-culteurs et intendants des

lycées doivent apprendre à mieux se connaître et à travailler ensemble. C'est pourquoi la Région souhaite également organiser des rencontres entre les producteurs et les professionnels (restauration collective, grossistes, restaurateurs...), comme des visites de fermes ou des présentations de produits dans les lycées. Au-delà de la qualité des repas fournis, l'objectif de la stratégie de développement de l'approvisionnement local est d'inciter les lycéens et leurs parents à consommer local. Pour cela, la Région a développé une campagne de communication. Des associations régionales organiseront des temps forts avec des lycéens (dégustations, conférences, ateliers cuisine) pour sensibiliser à l'alimentation durable et aux circuits courts. ■



AGROALIMENTAIRE LA MARQUE COLLECTIVE RÉGIONALE A FAIT PARTICIPER SES ADHÉRENTS À LA RÉFLEXION SUR SON ÉVOLUTION.

Saveurs en'Or cherche la bonne solution pour son avenir



Adhérents, transformateurs, distributeurs, consommateurs... le public de l'assemblée générale de Saveurs en'Or s'est réparti en six tables rondes pour réfléchir à l'avenir de la marque.



clair rapidement » car « on ne peut pas avoir ce débat pendant

'est un véritable dilemme qui se présente à Saveurs en'Or : évoluer sans changer. Aller vite mais sans précipitation. Si dans la foulée de la régionalisation, la marque collective et son homologue de Picardie semblaient bien décidés à fusionner rapidement, les choses ne sont pas si évidentes aujourd'hui. « Un jour ou l'autre, ces deux marques fusionneront mais le moment n'est pas venu, il faut prendre son temps », a clairement dit Jean-Marie Raoult, président de Saveurs en'Or, lors de l'assemblée générale de la structure qui s'est déroulée lundi 24 octobre au siège de Région à Lille. Cette réunion se voulait participative, le public ayant été invité à se rassembler en tables rondes afin de réfléchir à l'avenir de Saveurs en'Or. L'élément principal qui ressort de ces échanges : un attachement très fort à la marque. Un attachement dénué de préjugés ? Entre le désir de s'ancrer dans une région aux contours grandis et l'envie de garder un logo et un nom qui fonctionnent bien, personne ne semble en tout cas vouloir trancher. Marie-Sophie Lesne, vice-présidente au Conseil régional en charge de l'agriculture et de l'agroalimentaire, a apporté son éclairage à la fin de l'assemblée générale. Si « la réussite de Saveurs en'Or est un capital qu'il ne faut entamer sous aucun prétexte », elle estime qu'« il y aurait ne sorte

de bon sens à aller vers une marque régionale. Certaines structures n'ont pas attendu la régionalisation pour fusionner et cette opportunité devient une réalité de plus en plus présente. Il y aurait une erreur à ne pas se saisir du moment ». On peut trouver des solutions qui répondent à vos exigences », insiste-t-elle. Dans tous les cas, elle estime qu'« il faudra y voir

plusieurs mois ». « La région Hauts-de-France est une belle opportunité pour l'agriculture et l'agroalimentaire, conclut-elle, je suis optimiste ».

Au-delà d'une éventuelle fusion avec Terroirs de Picardie, d'autres pistes ont été proposées par les adhérents pour tracer l'avenir de Saveurs en'Or. « Il pourrait être intéressant, les prochaines années, d'avoir une vraie réflexion sur la marque qui lui permette une commercialisation au niveau national et à l'international. » Quant à ouvrir la structure à d'autres secteurs qu'à celui de l'agroalimentaire, là, tout le monde est d'accord, c'est « niet ». ■

par Laura Béheulière



Une exigence de qualité réaffirmée

Répondant à des interrogations émanant depuis quelque temps d'adhérents ou du monde professionnel agricole concernant les exigences de son cahier des charges, Saveurs en'Or a souhaité réaffirmer sa politique en matière de qualité. Pour cela, elle a écrit sa « déclaration de politique qualité » pour l'année 2017. C'est Benoît Rousseau, directeur de la Pâtisserie des Flandres, qui

l'a présentée : « La démarche qualité de l'association s'exerce dans deux directions. En direction des consommateurs en leur assurant la qualité sanitaire des produits adhérents à la marque, la qualité gustative de ces produits et la conformité de ces produits avec le cahier des charges qui leur est imposé. » Les entreprises adhérentes, elles, sont accompagnées afin de « progresser dans la qualité de

leurs produits et de leur système, et pour contribuer à leur développement dans la région ».

Il a également été rappelé que des tests hédoniques et plus de 200 audits sont réalisés chaque année auprès des produits estampillés du logo rouge et or. ■



Cocorette accroît son développement en Hauts-de-France

INAUGURATION Avec l'inauguration des poulaillers de Frédéric Lemaire, éleveur de poules pondeuses bio à Boffles, Cocorette a présenté ses ambitions pour la Région. 400 visiteurs y étaient présents.

Installé en SCEA sur deux cents hectares en polyculture-élevage, dont quarante-cinq ont été convertis en agriculture biologique, Frédéric a l'âme d'un éleveur comme celle de ses parents déjà bien investis dans le monde de l'œuf.

Il cherche un complément de revenu qui allie environnement, écologie, économie et décide alors de construire deux poulaillers de 600 m² chacun dans son village natal.

Dans quelques jours, 12 000 poules bio âgées de dix-huit semaines entreront dans les poulaillers pour y vivre et y pondre. Selon le cahier des charges bio, l'accès au parcours herboux d'une surface de cinq hectares environ se fera dès onze heures le matin jusqu'au crépuscule, et à partir de l'âge de vingt-huit semaines. Chacune d'entre-elle pondra deux cent quarante-cinq à deux cent quatre-vingt œufs sur l'année de production. Leur alimentation est composée essentiellement de matières premières issues de l'agriculture biologique. L'investissement global avoisine 600 000 € amorti sur une douzaine d'années.

Stratégie et développement de Cocorette

Selon Pascal Lemaire, PDG de Cocorette et Olivier Coudrette, directeur général, le marché de l'œuf bio ne connaît pas la crise. La nouvelle or-

ganisation Cocorette se met en place sur la Région Hauts-de-France pour l'ensemble des productions d'œufs alternatifs. La conquête est d'ores et déjà engagée.



Les deux bâtiments neufs s'apprentent à accueillir 12 000 poules pondeuses bio dans quelques jours. Le groupe Cocorette, actuellement en croissance, recherche une soixantaine de nouveaux producteurs sur la région, pour chacun de ses segments : Label Rouge, Bio, ou plein air.

Rappelons qu'en janvier dernier, le groupe Noriap, coopérative agricole de la Somme, a fait son entrée au capital de Cocorette à hauteur de 33 % aux côtés de la Banque publique d'investissement (BPI France) et Picardie Investissement. La marque Cocorette bénéficie toujours d'une indéniable notoriété. Après des négociations abouties entre Œufs Nord Europe (ONE), société basée à Doullens, et Cocorette, entreprise familiale fondée en 1983, et implantée dans le Pas-de-Calais à Sainte-Catherine-les-Arras, le groupe qui a gardé le nom Cocorette poursuit son développement et sa croissance externe par la reprise, le 10 octobre dernier, de la SEPPA (Société européenne de production en plein air) située sur la zone industrielle de Breteuil dans l'Oise.

La SEPPA est spécialisée dans le conditionnement des œufs. Chaque semaine, elle conditionne 1,5 million d'œufs de « plein air » et 600 000 œufs de « production bio », qui alimentent pratiquement toute la grande distribution française, les épiceries, et les administrations. «*La volonté des dirigeants de cette nouvelle structure est de répondre aux besoins des consommateurs et à ceux de la GMS qui se tournent sur du plus naturel. Mais également d'être aux côtés des producteurs en leur assurant stabilité et vision à long terme dans leurs investissements, insiste Olivier Coudrette. Faire vivre vos familles, vous accompagner, mettre en place une cellule d'accompagnement technique et financier seront les priorités du groupe dans les semaines à venir*», conclut-il. «*Cocorette a bâti sa réputation sur les œufs authentiques et de qualité, à nous et à nos partenaires de conserver et de faire fructifier ce modèle, assure Olivier Coudrette. Nous avons la volonté d'envahir les rayons de la grande distribution, de nous développer sur d'autres bassins de consommation français, en particulier la région parisienne, et de moderniser la gamme et le logo pour les trois années à venir*». «*Nos objectifs sont clairs, précise Pascal Lemaire, PDG de Cocorette : offrir aux consommateurs des œufs de qualité produits dans des conditions visant le respect de l'environnement et le bien-être animal tout en préservant l'emploi local*». «*Avec ces rachats, nous pesons désormais 13 % des parts du marché français, 4,5 millions d'œufs conditionnés et 90 millions d'euros de*

chiffre d'affaires», affirme Pascal Le-
maire.

Le groupe Noriap, présent lors de
l'inauguration, y voit aussi une créa-
tion de valeur ajoutée pour l'élevage
sur la région et des solutions pour ses

adhérents qui veulent se diversifier
sur leur exploitation. ■

par Xavier Normand

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Le groupe Cocorette

Au plan national : - **450 producteurs - 1,640 millions de poules pondeuses (1/3 plein air ; 1/3 Label Rouge ; 1/3 bio) - 180 salariés**

En Région Hauts-de-France : - **210 producteurs - 410 000 poules pondeuses plein air - 270 000 poules sous Label Rouge - 320 000 poules en agriculture bio**



Cohérence économique et écologique au sein du village



Quand on est maire d'une petite commune comme Nœux-les-Auxi, qu'on vient d'obtenir le label « village-patrimoine » et qu'on vous propose le permis de construire de deux poulaillers industriels, on y regarde à deux fois avant de le signer. D'autant plus quand ces deux poulaillers doivent être construits à une centaine de mètres d'une réserve naturelle régionale gérée en partenariat avec le CEN (Conservatoire des espaces naturels) en lien avec un agriculteur de la commune. Alors d'un

côté, la réserve et son immense intérêt écologique, et à quelques pas de là, deux poulaillers de 6 000 poules chacun dont on s'interroge sur l'impact, tant sur le paysage que sur l'écosystème du Riez. Cependant ces poulaillers sont issus de l'agriculture biologique, ce qui entre dans le cercle vertueux du développement durable ; ils sont synonymes aussi et surtout d'activité et d'emplois dans notre bassin de l'Authie. Cette activité renforce encore une industrie agro-alimentaire déjà bien présente dans le Ternois avec Herta et Ingrédia à Saint-Pol mais de surcroît elle s'installe directement en milieu rural.

Alors pourquoi un projet intégrant tous les enjeux n'aboutirait-il pas à une proposition cohérente permettant une activité économique en adéquation avec les enjeux écologiques ?

Nous avons donc travaillé dans ce sens, Pascal Lemaire, le Conserva-

toire, Natura 2000 et les communes de Boffles et de Nœux-les-Auxi, en multipliant les rencontres et les visites sur le terrain. Il en résulte que le travail sur l'aménagement futur du parcours permet de diminuer l'impact potentiel que pourraient avoir ces poulaillers sur la réserve, voire même améliorer l'accueil de la biodiversité sur les prairies à travers l'implantation de haies et la mise en place d'une fauche tardive. Les rideaux de haies arbustives permettront aussi à très court terme une bonne intégration paysagère.

Pour terminer sur une note humoristique, certains de mes administrés m'ont demandé si c'était le rôle du marie que d'intervenir sur ce dossier, j'ai répondu sans hésiter : certes, on marchait sur des œufs, mais le rôle d'un maire n'est pas d'être une poule mouillée ! ■



Cocorette recherche des producteurs

Le groupe Cocorette recherche sur la région Hauts-de-France une soixantaine de producteurs, 30 en bio : 6 000 poules par élevage, 15 en Label Rouge : 4 500 poules en élevage, 15 en plein air : 12 à 15 000 poules en élevage. Sur les autres sites de production et de conditionnement, Nancy, Montauban, Valence, Rennes, l'objectif est de doubler la taille de la production. ■



« La Région s'engage »



Jean-Michel Serres, président de la commission agriculture et agroalimentaire au Conseil régional

«Simplifier les démarches administratives et soutenir les projets :

voilà à quoi s'engage la Région Hauts de France». En tant que président de la commission agriculture et agroalimentaire au Conseil Régional, je suis venu inaugurer ces deux poulaillers en démarche Bio pour confirmer nos axes de soutien : la production d'œufs alternatifs est en train de reprendre des parts de marché à l'œuf issu de la poule en cage ; nous voulons donc faire en sorte que cette croissance profite aux acteurs régionaux. Le Conseil régional a fait le choix de soutenir ce projet de développement car le métier et le marché de l'œuf sont parfaitement maîtrisés par Pascal Lemaire, à qui nous avons fait confiance. De plus, le projet est bien structuré au sein d'une filière, ce qui a conforté notre accompagnement financier. La Région a entrepris depuis quelques semaines avec l'Administration un travail de simpli-

fication pour faciliter la vie des entrepreneurs, de ceux qui investissent pour diminuer le maximum de contraintes des créateurs de projets ; dans les régions du nord de l'Europe, les délais d'instruction des dossiers sont facilités, il n'y a pas de raisons pour que l'on n'y parvienne pas, nous devons tout mettre en œuvre pour donner la liberté d'entreprendre ! Enfin, la Région Hauts-de-France est prête à accompagner ce type d'investissement en élevage Bio et Label Rouge sous forme de subvention sur des Fonds Feader jusque 40 % de l'investissement plafonnés à 200 000 €. Du côté des fabricants d'aliments, une aide remboursable à hauteur de 15 % est possible dans le montage financier de l'investissement. ■



C'est un système contractuel rassurant



Éleveur « Cocorette »
de poules pondeuses
Bio à Boisbergues

Installé sur une exploitation familiale à Boisbergues (80) depuis 2010 sur une centaine d'hectares, David, 32 ans, cultive du blé, des betteraves, du maïs, et des prairies. Il possède un atelier de 70 vaches laitières, 40 vaches allaitantes de race Salers et engraisse ses génisses. Il s'est diversifié dès son installation en construisant un poulailler de 6 000 poules Bio d'une surface de 1 200 m² sur 2,40 hectares de prairie convertie en Bio.

Pour quelles raisons avez-vous investi en production pondeuses Bio? En tant que jeune agriculteur, j'ai toujours été sensible à la vision qu'incarnait l'agriculture biologique, à la fois dans ma philosophie de penser, d'exploiter et d'apporter une réponse aux besoins des nouveaux consommateurs.

Pourquoi avez-vous choisi de travailler avec Cocorette ?

J'ai entrepris une démarche personnelle en 2009 en les sollicitant car la marque était connue sur la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Elle m'inspirait confiance et garantie pour l'avenir.

Pourriez-vous nous expliquer le fonctionnement de cette filière ?

Tout en étant dans un schéma de production organisé, j'ai la liberté d'achat de mes poules auprès d'un accoureur agréé Bio six mois avant leur mise en place dans le poulailler, le choix de mon fabricant d'aliment agréé Bio. Je conserve la négociation de la vente de mes poules de réforme au terme des onze à treize mois de production. Le suivi technique est assuré par Cocorette et par le technicien du fabricant d'aliment Novial en bonne intelligence.

Quelles sont vos contraintes de production ? Elles portent essentiellement sur la traçabilité de ma production qui est certifiée par l'organisme certificateur Véritas. Deux fois par an et de façon inopinée mon élevage fait l'objet de contrôles stricts. Les principaux points du cahier des charges Bio reposent sur l'origine des poules, l'alimentation Bio, la fréquence et les résultats des analyses salmonelles.

De plus, mon élevage est charté Cocorette pour Carrefour. Pour moi, c'est un gage de garantie assurée pour nos clients. Je dois me remettre en cause régulièrement car cette production demande d'être pointu techniquement si l'on veut obtenir de bons résultats.

La commercialisation des fientes doit se faire auprès d'un agriculteur en démarche Bio, ce qui reste difficile à trouver dans ma région, car je n'ai pas assez de terres Bio pour les épandre.

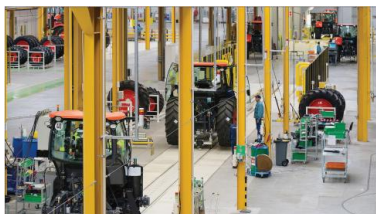
Que pensez-vous de la stratégie du groupe Cocorette ? Dès le début, j'ai contractualisé avec Cocorette, ce qui est rassurant car le prix de reprise de mes œufs est fixé sur le cours des matières premières constituant l'aliment Bio. 95 % de mes œufs sont commercialisables dans la fourchette de poids de 58 à 63 grammes correspondant aux besoins du marché. Je constate une dynamique dans la stratégie Cocorette et dans les choix de production offerts aux éleveurs du fait de l'abandon à terme des œufs produits en cage. C'est une vraie assurance de travailler avec une entreprise qui vous fait confiance mais je regarde toujours d'un œil attentif le développement pour que nous ne connaissions pas de surproduction à l'avenir. ■

par David Dumene



Les Hauts de France à la conquête du monde

Première région agricole française en valeur ajoutée, les Hauts de France occupent la troisième place du podium s'agissant des exportations en produits agricoles et agroalimentaires et pour les agroéquipements.



En 2012, 26 pays dans le monde représentaient 440 milliards de dollars d'importation. Le potentiel d'importations supplémentaires en 2022 est attendu à 160 milliards de dollars, selon Business France.



La région Hauts de France se situe au cœur du bassin de consommation le plus riche d'Europe avec un pouvoir d'achat estimé à 1 500 milliards d'euros.

Les premières rencontres régionales de l'Export qui viennent de se tenir à Lille, ont obtenu l'adhésion d'un grand nombre d'acteurs régionaux de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des agroéquipements. Organisées à l'initiative du Conseil régional, elles visent à conforter la place de ces filières d'excellence au sein des territoires en mettant à disposition des chefs d'entreprises les outils nécessaires pour qu'ils puissent bénéficier des opportunités qui se présentent à l'export, a indiqué Jean-Michel Serres, le président de la commission agricole lors de l'ouverture des travaux.

Un potentiel à valoriser

Avec ses 1 000 entreprises et ses 50 000 emplois, la filière agroalimentaire en région Hauts de France revendique la première place à l'échelon de la France en terme de valeur ajoutée (secteur viticole non compris). Des chiffres qui font de la nouvelle région un acteur de premier plan dans le domaine de l'export puisque 37 % du chiffre d'affaires rien que pour ce secteur sont réalisés à l'export, en grande majorité par des PME, précise Jean-Michel Serres.

Ce succès auprès des acheteurs étrangers s'explique bien sûr par le dynamisme des entreprises mais aussi par la situation géographique privilégiée qu'occupe la région Hauts de France au cœur du bassin de consommation le plus riche d'Europe. Une richesse estimée par les experts à 1 500 milliards d'euros de pouvoir d'achat que se partage une population de 78 millions d'habitants répartis sur un rayon de seulement 300 km.

Mais pour Laurent Degenne, le vice-président de la Chambre régionale d'agriculture des Hauts de France, cette réussite à l'export, on le doit sans conteste « au climat mais également au savoir-faire des intervenants des filières, à commencer par celui des producteurs », souligne l' élu professionnel qui insiste sur la compétitivité mais aussi la qualité gustative et sanitaire constantes de la production agricole et agroalimentaire made in Hauts de France. Une production

passablement diversifiée dont les débouchés sont assurés via une plateforme logistique majeure, souligne le patron d'Agro-Sphères, l'Agence de développement de la filière agroalimentaire en Picardie qui cite tour à tour le port de Dunkerque, le Min de Lomme, le port de Boulogne ou encore les plateformes logistiques paneuropéennes de Coca-Cola, de McCain ou encore d'Haagen Dazs.

Autre secteur lui aussi porteur d'avenir, celui des agroéquipements (2 500 emplois directs). Plus discret, il demeure une activité stratégique pour la région qui se classe en troisième position pour la fabrication de machines agricoles derrière les Pays-de-Loire et le Grand Est. Ainsi, selon les chiffres avancés par Laurent Josselin chargé de mission auprès de la DIRE, la direction de l'innovation et des relations avec les entreprises, la cinquantaine d'entreprises présente en Hauts de France dont certaines comme les constructeurs de tracteurs AGCO (Massey Ferguson-Fendt Beauvais) ou Kubota (Bierne) présentent une taille conséquente.

Des opportunités à saisir

Pour « valoriser la production issue de ses territoires », la Région a décidé de mettre en œuvre une politique ambitieuse de conquête de l'export pour les entreprises, en particulier, celles de petite taille. Avec pour objectif de les structurer et de les accompagner dans une logique de parcours, d'identification des marchés porteurs

pour la mise en œuvre d'une stratégie de déploiement international (ressources humaines, moyens financiers, formalités et réglementations, adaptation des produits, des outils de communication et de commercialisation, présentation de l'offre, prospection des marchés, identification de clients et de partenaires, réseaux de distribution...).

Pour ce faire, elle vient de nouer une relation privilégiée avec Business France qui, en 2015, a accompagné environ 10 000 entreprises françaises

à l'export, plus de la moitié de ces entreprises ayant développé un nouveau courant d'affaires dans les six mois (enquête Ipsos). Mais également avec d'autres partenaires comme CCI International, la Chambre de métiers et de l'artisanat, la Banque publique d'investissement, la Coface, l'IRD, Alliance emploi et les Douanes qui jouent un rôle de premier plan en matière d'accompagnement à l'export.

Ainsi, les premières rencontres régionales de l'export, ont permis à de

nombreux chefs d'entreprise de s'informer auprès des experts marchés de Business France sur les opportunités de marché, tant en Europe, qu'en Afrique ou en Chine.

Parallèlement, cet accompagnement à l'export s'accompagne dorénavant d'une adresse mail (mdit@nordpasdecalspicardie.fr) et d'un numéro de téléphone (03 59 56 24 60) à destination des entreprises. Il n'y a plus qu'à... ■

par Philippe Duboelle

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Business France, un allié à l'exportation

Chargée de soutenir les entreprises dans leur développement international, Business France qui s'appuie sur un réseau de plus de 1 500 collaborateurs répartis sur 73 pays, compte 200 collaborateurs spécialisés dans le domaine agroalimentaire. Les 41 conseillers des services économiques estiment que ce secteur qui représentait 600 milliards de dollars d'importation en 2012 présente un potentiel d'importations supplémentaires estimé en 2022 à près de 200 milliards de dollars. Les sous-secteurs produits alimentaires transformés, produits laitiers, produits gourmets, vins et spiritueux sont les plus représentés et toutes les zones sont concernées.

Les interventions des experts ont par ailleurs souligné l'émergence d'un marché bio dans de nombreux pays.



LES ABATTOIRS RECRUTENT 18 personnes formées et embauchées

EMPLOI Les entreprises Pruvost Leroy et Douaisienne d'abattage recrutent du personnel : l'Etat et la Région ont financé la formation des candidats.

C'est un métier difficile, mais il n'a pas fait peur à David Legauffre, 40 ans. Cet ancien responsable de sécurité incendie n'a pas hésité à se réorienter et à se former pour aller travailler dans les abattoirs de Douai. Derrière cette idée, on retrouve Pôle Emploi et les services de l'Etat, qui ont mis la main à la poche.

18 DÉSSOSSEURS

En effet, un recrutement a été lancé pour le métier de désosseur, pour la mise en place d'une troisième équipe de 12 personnes l'entreprise Pruvost Leroy, et en anticipation des départs en retraite pour la Douaisienne d'abattage (6 personnes). « *Ce sont des conditions de travail difficiles, il faut que les candidats s'engagent en connaissance de cause*, explique la directrice de Pôle Emploi. *Il fallait qu'ils*

puissent découvrir de l'intérieur le métier. »

VISITE DE L'ENTREPRISE

Une visite a donc été organisée en juin, et la procédure de recrutement a été lancée dans la foulée. Mais il fallait aussi former les candidats, et ça coûte cher. C'est pourquoi la Région, la Mission locale, le sous-préfet et des organismes de formation se sont alliés pour mener à bien le projet. 840 heures de formation sont dispensés aux candidats, entre théorie et pratique en entreprise, pour un coût 172 754 euros. Au final, ils obtiendront la certification d'opérateur de transformation des viandes, et 80 % d'entre eux seront embauchés en CDI. Cela rend très fier leur patron, Laurent Pruvost : « *Les deux en-*

treprises comprenaient 35 personnes en 2010, aujourd'hui nous sommes 100 personnes sur le site! Mais nous avons du mal à trouver dupersonnel, donc merci de nous aider à avancer! Dans six mois, on aura créé 18 CDI, donc on passera à 120 personnes en 2017. » Et il se murmure que l'an prochain, un autre groupe pourrait être formé. ■



David Legauffre, 40 ans, à droite sur la photo, s'est reconverti pour travailler dans l'entreprise de Monsieur Pruvost.

par Claire Equine



Coup de pouce au secteur agricole

Le secteur agricole du Boulonnais a bien besoin d'un coup de main : c'est la conclusion d'une étude menée en particulier dans la communauté de communes de Desvres-Samer à partir de 2013. Dans ce territoire, l'agriculture représente 21% des emplois, et le diagnostic a ciblé notamment le manque de main-d'œuvre dans de nombreuses exploitations. Un frein pour le développement de certaines activités. Plusieurs partenaires ont décidé de mettre leurs connaissances et des moyens en commun pour favoriser l'insertion et la formation d'une main-d'œuvre capable de trouver sa place dans ces entreprises un peu particulières. Sophie Merlier, la présidente du GEIQ 3A (groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification agricole

agroalimentaire), reconnaît que l'agriculture recouvre une multiplicité de métiers « avec un point commun, la rudesse des conditions de travail et le nombre d'employeurs ». Ce groupement, implanté dans le Nord-Pas-de-Calais, a pour objectif d'assurer l'insertion et la reconversion « de jeunes ou de moins jeunes » tout en collant à la réalité du terrain.

« La machine est sur les rails ! »

Mercredi dernier, la signature d'une convention a engagé pour plusieurs mois, le GEIQ 3A, la Direccte, la communauté d'agglomération du Boulonnais, celle de Desvres-Samer et le GEDA (groupe d'études et de développement agricole) du Boulonnais

pour décliner ce dispositif sur le territoire boulonnais. La communauté de communes de la Terre des 2 caps est incluse dans ce dispositif. Les partenaires de cette initiative ont engagé une enveloppe de près de 25000 euros pour lancer l'action. C'est l'État - via la Direccte - qui a versé la plus grande part (10000 euros), suivie par la Cab (5000 euros). Ils se sont donnés un an pour tester son efficacité. Un bilan sera dressé en septembre 2018. Mais la dynamique est déjà lancée : « 65 exploitations ont déjà été contactées, et on a une dizaine de projets déjà décelés, se félicite Sophie Merlier. La machine est sur les rails ». J.-F.D. ■



VP8 - CULTURE

« Le musée est un lieu à partager »

Marie Lavandier est la nouvelle directrice du Louvre-Lens. Arrivée en septembre, elle a derrière elle un parcours dense comprenant un passage par le musée du Quai Branly. Mais aussi par la direction du Centre de recherche et de restauration des musées de France basée au Louvre. Elle compte également à son actif le pilotage des quinze musées municipaux de Nice. Ce parcours mêlant enjeux nationaux, territoriaux et souci du patrimoine, annonce une fibre en phase avec la génétique du Louvre-Lens. Elle travaillera ainsi à renforcer le lien entre musée, culture, territoire et habitants. Quelle est votre mission ? Elle consiste à mettre en place ce qui va caractériser la période que j'appelle la période du second souffle. L'année de l'ouverture, vous avez une attractivité extraordinaire et une grande affluence. Au bout de quatre ou cinq ans, la fréquentation baisse parce que le côté exceptionnel de l'ouverture disparaît. Le Louvre-Lens se situe dans cette phase de second souffle, qui correspond aussi à la

confirmation de tout ce qui a été réussi jusqu'à maintenant. D'ailleurs, je ne suis pas d'accord avec un certain nombre de choses qui ont pu être dites ou écrites (NDLR : lire ci-dessous). Quels sont les chiffres du musée depuis son ouverture fin 2012 ? C'est deux millions de visiteurs. Selon Euralens, les retombées économiques sont au rendez-vous. C'est 600 emplois créés, dont 120 directs dans le musée, entre le restaurant, la boutique, l'accueil et nos propres équipes. Au-delà, on montre que le musée peut attirer un autre public que celui des habitués. Ici, 60% du public est identifié comme venant de la région. Et sur ce public, 60% sont constitués de non habitués des musées. Si vous prenez le Louvre Paris, c'est 80% de touristes, contre 20% de visiteurs régionaux. Comment donnez-vous envie au public local de venir au musée ? Nous travaillons en direction du public familial, jusqu'aux bébés de neuf mois. C'est aussi un travail avec tous les partenaires du champ social, de l'insertion, du handicap, avec lesquels on conduit

des projets sur-mesure. Nous avons également une approche très volontariste en direction des scolaires. 80 000 sont passés l'an dernier. Et puis on travaille toujours plus avec le territoire, les habitants, les voisins, en lien avec l'identité culturelle de la région et du Bassin minier. On monte des projets créant un lien intelligent entre les collections du Louvre et le patrimoine minier. Vous parlez des voisins du musée. Concrètement, comment les associe-t-on à sa vie ? Par des invitations, des projets dans le parc, pourquoi pas des travaux menés avec nos voisins. Un musée n'est pas seulement un endroit où on vient apprendre. Cela peut aussi être un endroit où on apporte des choses, où on fait la fête, où on se repose. Ce qui petit à petit mène à ce que racontent les collections. Donc le Louvre-Lens doit être un lieu à partager. C'est un enjeu très fort et le pari de sa création. Au-delà, c'est la question de savoir ce que doit être le musée du XXI^e siècle. Propos recueillis par Frédéric PETRONIO ■



François Hollande pourrait venir

Un agenda de président de la République n'est pas une rigolade à organiser. Les services de l'Élysée travaillent sur la date du 1er novembre, jour du vernissage de l'exposition finement intitulée « L'Histoire commence en Mésopotamie ». Un rendez-vous programmé du 2 novembre au 23 janvier prochain. S'il venait, François Hollande

ne serait pas en terre inconnue. En 2012, il a porté le Louvre-Lens sur les fonts baptismaux en compagnie de la ministre de la Culture de l'époque, Aurélie Filippetti. Au-delà de la visite présidentielle, le sujet de l'exposition et les œuvres présentées confirment ce musée comme un des hauts lieux mondiaux de la culture. Et sa présence au cœur du Bassin minier en

fait une chance pour tous les habitants. À commencer par les jeunes générations. Émancipateurs, la culture et le savoir ne sont pas l'apanage d'une élite ou des Parisiens. Un message que l'on réentendra peut-être dans la bouche présidentielle. ■



Le Louvre dynamise déjà le territoire

Le recadrage est courtois mais ferme de la part du président de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin (Call). Alors que le Louvre-Lens entre dans une nouvelle phase de son histoire avec l'arrivée de Marie Lavandier (lire ci-dessus), Sylvain Robert revient sur la polémique de fin d'été. Après la publication d'une étude critique sur l'implantation du Louvre, puis l'interpellation de la ministre de la Culture par le député Nicolas Bays, Sylvain Robert y voit des intentions pas si nobles qu'il n'y paraît. Opposition au projet et manœuvres politiques seraient plutôt les vrais ressorts.

« L'effet Louvre-Lens a commencé »

Les balayant d'un revers de main, il martèle : « Oui, l'effet Louvre-Lens a bien lieu. Mais inconsciemment, on a peut-être nourri des attentes démesurées. Quand on regarde où nous en étions il y a trois ans, on se dit que des pistes se sont concrétisées et que nous percevons le début du rebond économique. Rappelons-nous aussi que nous ne sommes pas hors du temps. Les crises de 2008 et 2011,

on les a eues ici aussi. C'est un contexte qui existait quand le Louvre est arrivé. » Soulignant que l'enracinement d'un tel vaisseau se construit dans la durée, Sylvain Robert ajoute : « Le premier enjeu était la démocratisation de la culture et son appropriation par la population. Or, on voit que plus de 50% des visiteurs du Louvre sont de la région. Donc cette appropriation est réussie. » Reprenant les chiffres, il énumère : « L'Urssaf a déterminé que plus de 600 emplois avaient été créés, dont plus de 350 dans l'hôtellerie-restauration. » À ce propos, si des projets hôteliers n'ont pas abouti, une niche s'est développée. Celle des chambres d'hôtes. « On en a vu 100 se créer à Lens ! Derrière tout cela, on parle d'emplois locaux et non délocalisables. » Autre aspect faisant dire à Sylvain Robert que l'effet Louvre-Lens opère bel et bien : son seul nom booste des projets d'avenir portés par le territoire. « Daniel Percheron (NDLR : l'ancien président de Région) parlait de cellule-souche. Et on y est. » Il termine : « Pensez-vous que sans le Louvre-Lens, le projet de faire venir à Liévin l'ensemble des réserves du Louvre-Paris aurait vu le jour ? Rien que cela montre les perspectives

contenues dans la filière culturelle. Parce que derrière des réserves, il y a des ateliers de restauration. Donc le territoire devient vraiment symbolique en termes de culture. À partir de là, quand on parle de déploiement de parcs d'activités, de logistique au niveau de l'agglomération, on parle aussi de retombées en termes d'emplois. » Le numérique est évidemment présent dans le discours du président de la Call, qui évoque le pôle baptisé « Louvre-Lens Vallée ». Il explique : « C'est un nouvel espace, à mettre en lien avec les formations numériques et informatiques du secteur. Ainsi qu'avec les laboratoires de l'Université d'Artois, primés au niveau mondial. Le Louvre permet une mise en cohérence de cet ensemble. En même temps, cela touche à tout le processus de formation. Avec des gamins qui trouvent chez nous une filière et des débouchés. Ce qui est important pour nous aussi. Nous sommes un territoire jeune, où les jeunes partent parce que l'emploi dans leur branche n'existe pas. Mais on en voit aussi qui reviennent travailler. Donc ça nous donne des perspectives. » F.P. ■



L'ÉGLISE DU VILLAGE EST DEPUIS LA MI-SEPTEMBRE RECOUVERTE D'UN GRAND ÉCHAFAUDAGE PROTÉGÉ D'UNE BÂCHE BLANCHE. NOUS SOMMES ENTRÉS SUR LE CHANTIER POUR VOIR CE QU'IL S'Y PASSAIT.

C'est parti pour un an de travaux

L'accès à l'église est fermé depuis la mi-septembre et pour cause, un vaste chantier est en cours. « On va commencer par la charpente de la nef », annonce le maire, Sylvain Le-febvre, jeudi lors de la visite. On escalade les deux étages d'échafaudage et on découvre une église privée de son toit.

Conserver le cachet du bois

Les ouvriers ont déjà mis à nu la charpente, faite en orme. « C'est un bois d'une très grande qualité, indique le maire. Malheureusement on ne le trouve plus aujourd'hui. » La commune avait engagé ces travaux en constatant des signes de faiblesse de la structure. Elle n'a pas eu tort, lorsqu'on voit l'état des poutres qui, par endroits, sont bien affaïssées. Le plâtre des voûtes, enlevé par l'entreprise Staff Courtenay, les hommes de Battais charpente vont pouvoir réaliser un diagnostic du bois. « Ils vont dessiner toutes les pièces et voir quels morceaux seront réutilisés », ajoute le maire. En effet, l'orme étant un matériau noble, le premier magistrat souhaite en conserver le maximum. Les morceaux de bois non abîmés partiront en atelier, à Haubourdin. Ils seront rectifiés et de nouveaux posés pour former la nouvelle charpente.

« On espère ne pas avoir trop de mauvaises surprises », glisse le maire. Dans l'enveloppe des travaux, la charpente représente 95.000€.

Six nouveaux vitraux

Outre le toit, les vitraux vont eux aussi être changés, par l'entreprise Brouard. « Ils étaient abîmés et n'étaient plus maintenus par les meneaux en pierre. » C'est là qu'intervient Roger Dominguez, de Chevalier Nord. L'entreprise va se charger des parements de la nef. Les pierres, en craie de pays, trop abîmées, seront remplacées par de la pierre migné, tout comme les meneaux. La façade sera nettoyée par gommage, pour finir par un rejointoiement.

Au total, la nef sera habillée de six nouveaux vitraux. Le paratonnerre a déjà été réinstallé pour la sécurité des ouvriers.

Le coût total du chantier s'élève à 350.000€ HT, subventionné à hauteur de 107.000€ par le conseil départemental, 125.000€ pour le conseil régional et 15.000€ par la fondation de sauvegarde de l'État français. Le chantier est chapeauté par l'agence d'architecte T'Kint qui a notamment travaillé sur l'Immaculée Conception.



La charpente vue d'en dessous.



La charpente est découverte. Elle présente des signes de fatigue.



Sur le sol de l'église, le plâtre des voûtes qui a été retiré.



L'église sera en travaux pour un an minimum.

Cette église, qui date de 1870, a connu quelques travaux notamment en 1992 au niveau du chemin de ronde du clocher et de ses fondations même. Cette fois-ci, le chantier est lancé pour au minimum un an. Un minimum car le maire souhaiterait engager dans la foulée la seconde tranche des travaux : le chœur et la sacristie. « Mais il nous faut les financements... » Ces travaux sont estimés à 125.000€. Le maire réfléchit à un possible appel aux dons. Il doit bientôt se réunir avec le comité paroissial pour en discuter. ■

par Laura Oudart |

|



VP9 - FORMATION ET RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES

L'AFPA ACCUEILLE 17 MIGRANTS

Rousies, le point de départ d'une nouvelle vie

ROUSIES Le centre de formation AFPA de Maubeuge-Rousies, installé sur la commune, accueille depuis lundi 17 migrants afghans et soudanais souhaitant s'installer à long terme en France.

Des 1918 migrants ayant quitté la « jungle » de Calais lundi 24 octobre, lors du premier jour de son démantèlement, 17 se trouvent depuis à Rousies. Originaires d'Afghanistan et du Soudan, ils ont été accueillis dès lundi soir au centre AFPA (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) de Maubeuge-Rousies. Au même titre que les AFPA de Douai-Cantin et Laon (Aisne), le centre de formation roséen, qui dispose de facilités d'hébergement, a été retenu pour accueillir un centre d'accueil et d'orientation (CAO), destiné à recevoir les migrants évacués de Calais en attendant que leur situation soit clarifiée, et leur demande d'asile effectuée.

. DES VOLONTAIRES, DÉSIREUX DE S'INTÉGRER SUR LE LONG TERME

En quête de lieux d'accueil en Sambre, Virginie Klès, sous-préfète de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, évoquait fin septembre une durée de séjour en CAO comprise entre quelques semaines et trois ou quatre mois. Le temps pour l'État de statuer sur leur sort, et de leur accorder ou non le statut de réfugié. Mais les migrants accueillis à Rousies, exclusivement des jeunes hommes, devraient rester plus longtemps que cela dans la commune. Leur venue s'inscrit dans le cadre du volet insertion professionnelle du programme PILOT (Projet d'Insertion dans le Lo-

gement et le Travail), déployé par la Préfecture du Nord et qui pourrait concerner jusqu'à 90 migrants dans le département. Également ouvert aux femmes, le dispositif n'est accessible qu'à certaines conditions : avoir entre 18 et 25 ans, avoir la nationalité d'un pays dont la probabilité d'obtenir le statut de réfugié est très probable, avoir entamé ou vouloir entamer une démarche officielle de demande d'asile, ne pas avoir commis de violence ou d'infraction, avoir des bases de français - au moins à l'oral, et avoir une forte volonté d'apprendre le français, de s'insérer dans une démarche d'intégration à la société française et de travailler, quel que soit l'emploi. Volontaires ciblés par des bénévoles d'associations ayant oeuvré sur le camp calaisien, les 17 Afghans et Soudanais accueillis depuis lundi à l'AFPA répondent à ces critères. « La majeure partie d'entre eux nous ont confié leur envie d'apprendre le français le plus vite possible », illustre Virginie Klès.

. ILS VONT APPRENDRE LE FRANÇAIS ET UN MÉTIER

Si Marie-Ange Antonini, responsable de formation au centre AFPA de Maubeuge-Rousies, rappelle que l'établissement « est dans une prestation d'accueil et d'accompagnement pour le moment », la finalité du programme est d'offrir à chacun de ces migrants une chance « de réussir, de refaire leur vie, et de s'insérer le plus vite possible », comme le souligne

Virginie Klès. Cela passe par l'apprentissage d'un métier, à l'AFPA ou à proximité. « Ils sont dans l'attente d'une régularisation de leur situation. Ils vont être accompagnés par les acteurs sociaux et nos équipes, et vont commencer à avoir des cours de français. On verra ensuite à quel moment ils peuvent intégrer un cursus de formation », résume Marie-Ange Antonini.

D'après nos informations, le programme PILOT prévoirait deux mois de cours de français, quatre mois de formation et six mois de stage en entreprise. Les professions visées par le dispositif ? Serveur en restauration, plaquiste, gestionnaire de paie, agent de propreté et d'hygiène, conducteur d'engins de chantier, préparateur de commandes, cariste d'entrepôt ou encore agent de propreté et d'hygiène, entre autres. Des métiers pour certains enseignés à Rousies.

« Nous proposons des formations en industrie, en bâtiment, en logistique et dans le secteur tertiaire », rappelle la responsable de formation de l'AFPA. ■



Les Afghans et Soudanais accueillis à Rousies vont bénéficier de cours de français pendant plusieurs semaines. Ils devraient ensuite apprendre un métier, à l'AFPA ou à proximité (photo d'illustration).

par Simon Butel

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Accueil

L'arrivée des 17 migrants à Rousies s'est faite lundi soir en toute discrétion, afin de leur laisser le temps de découvrir tranquillement leur nouveau lieu de résidence, où ils disposent chacun d'une chambre. « Ils *étaient visiblement assez contents d'avoir un toit au-dessus de la tête* », nous confiait Marie-Ange Antonini mardi, au lendemain de leur première nuit dans le centre où, la responsable de formation l'assure, « *il n'y a pas eu de contestation du personnel, ni des stagiaires hébergés ou en formation* ». Quid de l'accueil que leur réserveront les habitants et la municipalité ? Contactée à ce sujet, la maire, Josiane Suleck, a refusé de répondre à nos sollicitations.



Une bourse pour les créatrices d'entreprise

Lancée pour la première fois l'année dernière, la bourse Sorop' Désir d'Entreprendre dans le Béthunois revient cette année. Créée par le club Soroptimist, elle avait permis à Saveria Bourdin de bénéficier d'une aide de 2000 euros pour la création de son entreprise : Connected Formation, une auto-école et école de formation de moniteurs basée à Béthune. Soroptimist est un club de femmes qui travaillent essentiellement pour les femmes. Le club continue de respecter ses engagements et propose de nouveau sa bourse destinée aux femmes créant

leur entreprise. « Les intéressées doivent avoir créé leur entreprise il y a moins d'un an dans le Béthunois », souligne Monique Marichez, présidente du club. Cette bourse a d'ailleurs l'avantage d'être cumulable avec d'autres aides. Parmi toutes les candidatures, l'une d'elles sera sélectionnée pour obtenir cette bourse. « Nous offrirons une vitrine aux autres femmes pré-sélectionnées à notre salon Talents de Femmes », ajoute la présidente. « Nous prenons plusieurs critères en compte. Mais deux sont particulièrement importants : la viabilité du projet bien sûr,

et la situation personnelle de la personne », explique Amel Gacquerre. Des dossiers de candidatures peuvent être retirés depuis lundi à l'hôtel de ville, à la Chambre des métiers, ou encore en ligne sur la page Facebook du club (Club Soroptimist Béthune) et leur site internet (bethune.soroptimist.fr). Il sera également disponible au salon Talents de Femme qui se déroule à Béthune les 19 et 20 novembre, salle Olof Palme. Les candidatures sont à déposer avant le 15 janvier. Charlotte Dumont ■



VP11 - LYCÉES

MÉRULE ET TRAVAUX Juste une ombre sur le tableau d'un bel avenir

SAINS-DU-NORD L'état des lieux immobilier du lycée Ch. Naveau n'est pas reluisant. Vincent Dufraise, directeur, attend beaucoup à ce niveau. Le conseiller régional Benoît Wascot se veut rassurant.

LES FAITS La mэрule retarde tout

. **INCENDIE** En 2013, un incendie ravage la toiture et une partie du bâtiment historique du lycée Charles Naveau. Il faut attendre deux ans avant que la toiture ne soit refaite sur cette bâtisse de la fin du XIXe siècle. Un budget est établi pour les travaux de réhabilitation à entreprendre suite aux dommages causés par l'incendie.

. **CHAMPIGNON** Problème : on découvre, il y a peu, qu'un champignon - la mэрule - s'est propagé à tous les niveaux du « château ». Le budget prévu ne comprenait pas les interventions nécessaires à son éradication. De ce fait, mis à part la toiture, aucune réhabilitation de l'intérieur du bâtiment n'a été entreprise. Depuis 2013, services administratifs, salle des profs, CDI, salle informatique et vie scolaire ont été installés dans des préfabriqués.

. **ETUDE** Benoît Wascot, conseiller régional du secteur, est très attentif à la situation et a demandé « *un diagnostic d'ampleur pour voir comment stopper la propagation et éradiquer la mэрule.* »



Vincent Dufraise s'accommode, depuis son arrivée dans l'établissement, d'un bureau dans un préfabriqué, à défaut de pouvoir occuper le bâtiment historique du lycée, appelé « le château », au même titre que le reste du personnel administratif, et du CDI.

QUOI CHANGER ? Le lycée n'est pas menacé

Le conseiller régional est clair et net : « *Je n'imagine pas à ce jour détruire le bâtiment historique de l'établissement, surtout lorsque l'on fait le bilan des travaux réalisés. On n'est pas dans la perspective de supprimer quoi que ce soit au lycée.* » L'élú fait ainsi taire les rumeurs qui pouvaient courir.

Vincent Dufraise, le directeur de l'établissement, est confiant quant au soutien manifesté par l'élú régional. « *Notre établissement fonctionne bien. En trois ans, on est passé de 117 à 154 éléves. Et cette bonne dynamique devrait se poursuivre dans les années à venir* », lâche-t-il. Si les lycéens acceptent bien les conditions dans lesquelles se déroulent leurs cours, en préfabriqués, « *le personnel est en attente. C'est vrai que la situation patrimoniale n'est pas le point fort de l'établissement.* » Les équipes travaillent dans sept bâtiments préfabriqués. Le seul bâtiment adapté est celui qui abrite la restauration, trois salles de classes au premier et les pla-

teaux techniques pour les éléves en Service à la personne et aux territoires (SAPAT).

Alors, Vincent Dufraise compte bien pointer du doigt ces faiblesses le 17 novembre, à l'occasion de la visite de la vice-présidente des Hauts-de-France en charge des lycées. « *Un dossier a déjà été envoyé à la Région pour relater tous nos besoins.* »

ET APRÈS De nombreux projets en perspective

Le lycée compte deux filières qui fonctionnent très bien (Service à la personne et aux territoire et Gestion des milieux naturels et de la faune, formant gardes chasse, pêche et animateurs nature) avec six classes au centre du village et 77 apprentis sur le site agricole du Défriché. Parmi eux comptent 25 internes. Vincent Dufraise souhaite améliorer les conditions de vie dans l'établissement. Pour ce faire, il évoque plusieurs projets à mettre en oeuvre.

Au Défriché, un projet de chaudière à bois déchiqueté est à l'étude. « *C'est rentable à dix ans. On a un réseau de haies dense, sur une zone de 75 ha. Pour ce projet, on a le soutien du Parc naturel régional. J'aimerais qu'il se concrétise d'ici deux à trois ans.* »

Autre projet sur le site du Défriché : l'aménagement d'un atelier d'agroéquipement, « *pour répondre aux besoins pédagogiques liés aux réparations de nos petits équipements.* »

Au niveau du site historique, les problèmes de stationnement sont aussi en passe d'être résolus. La municipalité a donné son accord pour que le lycée aménage un terrain situé en face des bâtiments. Reste à la Région de financer (60 000 € estimés) pour offrir une trentaine de place aux personnels et visiteurs. A.F.

L'espace test du Défriché est enfin sur les rails

SAINS-DU-NORD Le lycée Charles Naveau est aussi un centre de formation des apprentis. Le site du Défriché, où s'étend l'exploitation agricole du lycée, accueille 77 apprentis des filières agricole, formant du CA-

PA au BTS autour de la production végétale et animale. Sur ce site, le lycée travaille avec la communauté de communes du Coeur de l'Avesnois sur un projet d'espace test agricole. Il s'agit d'offrir la possibilité à un maraîcher de démarrer son activité, sans prendre de risque, sur le modèle des ruches d'entreprises.

Après plusieurs rebondissements, l'espace est bien lancé, avec la construction en cours du bâtiment qui va l'abriter. « *Il s'agit d'un bâtiment de 400 m² prévu pour le stockage du matériel et de 2000 m² de tunnels pour la culture, sans compter une partie en plein champ. Il s'agit d'un projet exclusivement bio* », détaille Vincent Dufraisse. L'activité devrait débuter au printemps. Ce sera l'occasion pour

le lycée de valoriser sa production de viande de boeuf bio, dans la boutique de vente directe de l'espace test. Et les légumes produits par le maraîcher seront revalorisés en étant cuisinés pour la restauration scolaire du lycée. ■



A l'entrée de l'exploitation agricole, la dalle du bâtiment de 400m² est coulée. Tout devrait être terminé pour un début d'activité au printemps.



VP12 - RÉNOVATION
URBAINE, LOGEMENT,
INNOVATION NUMÉRIQUE...

ECONOMIQUE

La Région donne le feu vert

FOURMIES La visite de Guillaume Delbar a permis de rassurer les élus et de donner un feu vert au financement des projets.

Depuis plusieurs mois la politique de la Ville et les dispositifs en matière de solidarité et de rénovation urbaine sont au cœur des préoccupations de la ville de Fourmies. L'objectif étant de ne pas manquer le train que la ville a décidé de prendre il y a un an. Guillaume Delbar, maire de Roubaix et vice-président des Hauts-de-France délégué à la rénovation urbaine, au logement, à l'innovation numérique et sociale n'a pas caché son enthousiasme lors de cette visite. Avec la présence de Max-André Pick, viceprésident du Département délégué à l'Habitat, au Logement et à la Politique Urbaine et du conseiller régional Benoît Wascot, les élus ont rencontré les acteurs de l'économie sociale et solidaire, de l'innovation sociale et de la rénovation urbaine. L'occasion pour Marie-Henneron chargée de la troisième révolution industrielle d'évoquer le dossier du

FabLab dont l'inauguration serait prévue le 7 janvier 2017. Stéphanie Bertin, directrice de la solidarité urbaine et Ophélie Vancayzeele, chef de projet ont aussi pu présenter lors de cette matinée chargée la mise en place du conseil citoyen développé dans les quartiers prioritaires. Didier Lenclud, directeur des services techniques a pu dresser le bilan de l'ANRU1 de 2007-2014 rappelant la métamorphose du quartier de La Marlière et Malakoff avec la démolition de la Tour Plein-Ciel. Après une visite du quartier de l'Espérance mettant en avant l'intérêt de transformer ce quartier, Guillaume Delbar a souligné « l'importance de travailler en réseau et avec les habitants des quartiers. La mixité sociale est un point important pour réussir cette transformation et devenir une région innovante ». Cette transformation doit s'accompagner d'un accès à tous au

numérique. Sur ce point, Guillaume Delbar a laissé planer le doute évoquant une annonce officielle sur l'arrivée de la fibre à Fourmies. De son côté, le président de l'intercommunalité Jean-luc Pérat s'est félicité de la réussite du développement de la télémédecine des trois maisons de santé pluridisciplinaires du territoire. ■



Guillaume Delbar, vice-président de la Région a pu découvrir le principe d'économie solidaire mis en place sur le territoire de Fourmies comme ici à la librairie la Fabrique à rêves.

par Olivier Hurbin



VP13 - JEUNESSE ET SPORTS

DE LA LYS AU HAUT-PAYS – AIRE-SUR-LA-LYS

COSTUME, CRAVATE ET SURCHAUSSURES. VENDREDI, PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS D'AIRE, PRÉSIDENT DU DÉPARTEMENT, ÉLUE RÉGIONALE, SÉNATEUR, SOUS-PRÉFET ET ÉLUS LOCAUX ONT INAUGURÉ LE NOUVEAU CENTRE AQUATIQUE, AQUALYS.

Premier plongeon vendredi midi



Cette bonne vieille Iris, construite en 1975, fermera définitivement ses portes vendredi. Ce jour-là, le tout nouveau centre aquatique Aqualys ouvrira les siennes au public. Vendredi dernier, les visiteurs ont pu découvrir le nouvel équipement airois en avant-première. Tout comme les élus quelques heures plus tôt, ils ont enfilé des surchaussures, longé les vestiaires colorés, franchi le pédiluve pas encore mis en eau, pour enfin découvrir les bassins. Les larges baies vitrées qui courent de part en part, les bassins en inox, le design de la pataugeoire et l'espace bien-être spa et sauna, tout concourt à faire de cette structure intercommunale « une piscine du XXI^e siècle », selon l'appréciation du sénateur, Daniel Percheron.

10,7 millions d'euros

« Les temps changent et la demande des usagers n'est plus la même. On continuera bien sûr l'apprentissage de la natation, mais un centre aquatique propose beaucoup d'autres activités, dont le coin bien-être », a déclaré le maire et président de la communauté de communes, Jean-Claude Dissaux. La gestion de l'équipement a été confiée à un délégataire, Vert marine : « En termes d'activités et d'amplitude horaire, la régie n'était plus adaptée. Nous passons de 5 à 14 agents, cela donne une idée de la nouvelle dimension de cet équipement. » À charge pour lui de faire rayonner le centre aquatique, sans léser les utilisateurs naturels : club de natation, écoles, collèges, lycées, centres aérés...



Un centre aquatique moderne et lumineux, grâce à de grandes baies vitrées, qui donnent sur le futur contournement d'Aire.



Bertrand Wasselin (chemise bleue), directeur du centre aquatique Aqualys, répondait aux questions vendredi soir.

Le montant du chantier s'élève à 10.735.183€ TTC, financé à 80% sur fonds propres, « sans augmenter la fiscalité », a souligné Jean-Claude Dissaux. Le Département a apporté sa pierre à hauteur d'un million d'euros. Ce qui a fait dire au président du conseil départemental, Michel Dagbert : « Un bon projet n'a pas de difficulté à être financé. » La Région a également apporté 800.000€. « Le lieu n'a pas encore pris vie, mais on imagine déjà le rire des enfants et le bruit des plongeurs », a souri Céline-Marie Carnard, conseillère régionale. « Cet équipement éco-responsable, vecteur de cohésion sociale, doit permettre à tous d'accéder au sport », a-t-elle ajouté.

Sans mâcher ses mots

Une fois n'est pas coutume, Jean-Claude Dissaux, a également adressé des non-remerciements, d'abord à l'encontre de la communauté de communes Artois-Flandres, « qui nous a lâchés en cours de route alors qu'elle s'était engagée à hauteur de 50% ». Sans que cela ne mette le projet en péril cependant. « Je rassure la population de ce secteur, les portes leur sont grandes ouvertes. Je n'imagine pas qu'ils puissent être sanctionnés pour une décision arbitraire. »

Il a eu un mot aussi à l'encontre du ministre des Sports, qui n'a pas accordé de subvention à la piscine airoise, tandis que, dans le même temps, celle du pays de Lumbres,

dont le chantier démarre à peine, obtenait la sienne... Le sous-préfet, Jean-Luc Blondel, a « entendu les critiques. L'État a mis 0€, mea culpa. J'ai peut-être une dette vis-à-vis de cette collectivité territoriale. J'aurais un œil attentif sur de futurs projets et connaissant le caractère pugnace du maire, il saura me les présenter. »



Au dessus du spa, une voûte étoilée qui figure le ciel d'été d'Aire-sur-la-Lys. Comment ne pas se sentir zen ?



Pour Jean-Claude Dissaux, ce centre aquatique donne « une attractivité supplémentaire au territoire ».



Jules et Louise, des enfants impatientes de « goûter » l'eau, à 29,5° dans le bassin d'apprentissage.

Maintenant, il ne reste plus qu'à l'étreindre cette piscine. Jean-Claude Dissaux a invité les habitants « à se mouiller, dès vendredi midi. » ■

par Am

|| Centre aquatique Aqualys,
chemin du Bois, à Aire-sur-la-Lys. Tél. 03 21 88 15 18. Mail :
aqualys@vert-marine.com

« L'État a mis 0€, mea culpa. » J.-L. Blondel

Toutes les infos pratiques

! Les horaires :

Petites vacances :

Lundi, mardi, mercredi, jeudi : de 12h à 20h.

Vendredi : de 12h à 21h.

Samedi : de 14h à 18h.

Dimanche et jours fériés : de 9h à 13h et de 14h à 18h.

Période scolaire :

Lundi, mardi, jeudi : de 12h à 14h et de 17h à 20h.

Mercredi : de 12h à 20h.

Vendredi : de 12h à 14h et de 17h à 21h.

Samedi : de 14h à 18h.

Dimanche et jours fériés : de 9h à 13h et de 14h à 18h.

! Tarifs des entrées :

Adulte : 4€ résident sur présentation d'un justificatif / 4,50€ extérieur.

6-14 ans : 3€ / 3,50€.

Moins de 6 ans : gratuit/gratuit.

Avec une carte famille, valable 6 mois, de 25€, résident et extérieur :

Entrée adulte : 2€ / 2,25€.

Entrée réduite : 1,50€ / 1,75€.

Carte d'abonnement, valable 6 mois, comprenant 10 entrées : 36€ / 40,50€.

Les entrées bien-être : 12€ / 13€.

Carte de 10 entrées bien-être : 108€ / 117€.

Séance qu'aquagym : 11€.

Séance de bébé nageur : 10€.

10 séances de bébé nageur : 90€.

Séance d'aquacycling : 13€.

10 séances d'aquacycling : 117€.

École de natation/jardin aquatique : à l'année : 250€. 2^e enfant : 210€.

Stages vacances : 50€.

! Les Pass (frais d'adhésion : 40€)

Aquatic (piscine) : 20,90€.

Juniors (piscine et cours de natation de 4 à 12 ans) : 25,90€.

Zen (piscine et bien-être) : 30,90€.

Aquaform (piscine et club aquagym) : 34,90€.

Liberté (piscine, club aquagym, bien-être + un cours d'aquacycling par semaine) : 44,90€.



Extension de Damrémont : ces maires qui osent dire non

Ils ont osé voter contre. Contre les modalités de financement du projet d'extension de la salle omnisports Damrémont. Donc, forcément, contre Boulogne et son maire Frédéric Cuvillier. Ils sont huit. Ce sont les maires du Portel, de Saint-Étienne-au-Mont, Conteville, d'Hesdigneul, d'Échinghen, d'Hesdin-l'Abbé, de Dannes et de Nesles. « Lors de notre précédente réunion, le nombre d'élus opposés au projet était plus important. Beaucoup plus auraient dû voter contre et ne l'ont pas fait », note avec malice Jacques Lannoy, maire d'Échinghen. Mais visiblement, les porteurs du projet ont su se montrer convaincants et persuasifs à la dernière minute... De quoi s'agit-il, au fait ? Il s'agit de faire supporter par la Communauté d'agglomération du Boulonnais (Cab) une partie du montant des travaux de rénovation et d'extension de la salle Damrémont. La ville de Boulogne sollicite en effet le concours du Fisa, le fonds d'intervention sportive d'agglomération, dont la vocation est de promouvoir le développement du sport de haut niveau dans le Boulonnais. C'est que l'ensemble de l'opération coûte un bras : 14 millions d'euros hors taxes. Pour l'heure, Boulogne demande à la Cab (via le Fisa, donc) une participation de 20% du coût total de la phase 1 du projet, estimé à 7,88 millions d'euros HT, soit

une aide communautaire d'1,57 million HT. C'est ce qui fait tiquer plusieurs maires de la Cab.

Deux arguments principaux

Beaucoup estiment qu'investir 14 millions d'euros HT pour une seconde salle de basket est une hérésie, alors que le chaudron portelois, inauguré il y a tout juste un an, se situe à un kilomètre à vol d'oiseau (rappelons, au passage, que le chaudron a déjà coûté 17,6 millions d'euros TTC, financé en grande partie par la Région). « Nous n'en avons pas les possibilités ! », assène le maire d'Échinghen. Nombre d'élus estiment qu'il y a d'autres priorités et que, si besoin était, le club de basket du SOMB pourrait très bien cohabiter avec celui de l'ESSM. « Nous ne sommes même pas capables de travailler ensemble dans l'intercommunalité, déplore Jean-Renaud Taubregeas, maire de Conteville. Une salle suffit. Je suis d'accord avec cette rénovation, Boulogne a légitimement le droit de demander, mais la raison première de ma position, c'est la proximité avec le chaudron (la Cab a également participé à son financement, ndlr). » L'autre argument avancé par le camp du non, c'est qu'il s'agit, à leurs yeux, d'un projet purement boulonnais et que la

Cab, dès lors, n'a pas à intervenir dans son financement. « En mon âme et conscience, j'ai voté contre, parce que ce dossier n'est, selon moi, tout simplement pas un dossier communautaire », fait savoir Jacques Pochet, le maire d'Hesdin-l'Abbé. Les pour avancent que Damrémont est une salle omnisports, donc multi-activités, qui attirent beaucoup de sportifs des communes environnantes. « C'est la même chose pour la salle des sports de ma commune ! », rétorque Jacques Pochet.

Un « doublon » fustigé

« Ma préférence, comme l'a suggéré la maire d'Outreau (le maire d'Hesdigneul les rejoint aussi sur ce point, ndlr), irait pour une salle de spectacle de 2000 à 2500 places. Ça manque dans l'agglomération », estime le premier magistrat d'Échinghen. « On nous a mis devant le fait accompli..., observe pour sa part Yves Hennequin, maire d'Hesdigneul. Avant de lancer un tel projet, il nous fallait une vision un peu plus lointaine et dépasser nos frontières. Ça passait par un état des lieux, pour savoir ce dont nous avons réellement besoin. Mais bon... La majorité a voté pour, je me plierai à elle. » Stéphane Danger et Gautier Navet ■



« 14 mois de travaux »

C'est l'adjoint aux sports Jean-Claude Étienne qui a présenté le projet Damrémont aux élus en bureau de la Cab, début octobre. Quand débutent les travaux de la première phase? Nous avons justement une réunion de chantier ce matin (mardi, ndlr). Maintenant que le volet financier est bouclé, plus rien ne s'oppose au commencement des travaux. Nous avons obtenu des subventions du Département, de la CAF, du CNDS (Centre national pour le développement du sport, État) et bien sûr de la communauté d'agglomération. Les travaux proprement dits devraient démarrer mi-novembre. Ils devraient

durer 14 mois environ. On peut imaginer une fin de chantier vers mars/avril 2018. En quoi vont consister ces travaux? Le gros du projet consiste en la construction d'une salle annexe, attenante à celle existante. Il s'agira d'une salle multi-activités de 44x24 mètres, comprenant 500 places assises (un peu comme à Degand Buaille). Elle sera destinée au SOMB et aux autres clubs qui fréquentent la salle. En effet, ce gymnaste, prévu pour tous les sports, permettra notamment aux jeunes basketteurs du SOMB d'avoir un toit digne de ce nom, eux qui ont officié par le passé salle Marcourt. Mais il

servira à d'autres associations. Ces travaux ne vont pas perturber le fonctionnement de la grande salle. Et dans la grande salle? La grande nouveauté, c'est que l'entrée ne se fera plus comme actuellement, mais elle se fera côté viaduc Jean-Jaurès. Cela va permettre au club de musculation de s'agrandir de quelque 80 m². Nous allons aussi construire de nouvelles loges et plus de salons VIP pour les partenaires. Dans cette première phase, la jauge de la salle va également augmenter de 200 places, pour la porter à 2200. Propos recueillis par Stéphane DANGER ■



VP14 - RURALITÉ,
DÉVELOPPEMENT DU
NUMÉRIQUE, FAMILLE...

ABSENCE DE HAUT DÉBIT

Les entreprises impactées au quotidien

MAROILLES La ségrégation informatique est sur le point de prendre fin. Les acteurs économiques poussent un grand ouf de soulagement.

Les problèmes de débit sont monnaie courante sur le territoire. Et ce ne sont certainement pas les entreprises, ni les maires des communes rurales, qui diront le contraire... À l'entreprise Defroidmont, Guillaume Lienard, webmaster, est bien placé pour en parler. « *On a dix-neuf postes qui tournent avec un mégaocet, ce n'est pas possible. Avec la fibre, on va être beaucoup plus réactifs, passer moins de temps à saisir, à attendre et par conséquent améliorer notre productivité* », lâche-t-il. Actuellement, le problème est le suivant : « *dès qu'on veut envoyer un email, réaliser une visioconférence ou faire du télétravail, c'est compliqué.* »

MULTIPLIER LE TEMPS DE RÉPONSE PAR 18 OU 379...

Pour mieux comprendre, il suffit d'étudier les chiffres évoqués. Le

temps de latence, c'est-à-dire de réponse, est de 758 millisecondes avec le satellite ou de 36 millisecondes avec le filaire (en d'autres termes l'ADSL) alors qu'il ne serait que de 2 millisecondes avec la fibre. Mais bonne nouvelle, Christophe Coulon, vice-président de la Région chargé de la ruralité, est venu annoncer du changement avec l'arrivée prochaine du très haut débit. « *20 000 kilomètres de réseau vont être déployés en six ans sur toute la zone publique. Cela représente 140 000 points de raccordement par an et un investissement d'un milliard d'euros.* » Maroilles va être l'une des premières communes concernées, via l'implantation de quatre armoires fibre. Même s'il faudra attendre entre quatre et six mois entre l'installation et l'activation (on parlerait du mois de mai), le désenclavement n'a en tout cas jamais semblé aussi proche...

Des annonces qui tendent à rassurer certains maires, victimes d'un débit beaucoup trop instable. « *Dans certains secteurs de la commune, la télévision n'est pas accessible par internet* », révèle Pierre Deudon, maire de Ghissignies. Le calendrier de déploiement sera présenté le 18 novembre par la Région. ■



Les maires sont tous d'accord pour dire que la question du débit Internet est posée par tous les éventuels propriétaires.

par Romain Guille



VP15 - SANTÉ

Un laser-robot pour soigner les tumeurs

DOUAISIS Un nouveau système de radiothérapie robotisé, le cyberknife, qui permet de traiter les tumeurs difficiles d'accès vient d'être inauguré au centre d'imagerie Léonard de Vinci. Il s'agit d'une première dans la région.



Le centre d'imagerie Léonard de Vinci, spécialisé dans les scanners, les chimiothérapies et les IRM, vient de vivre un moment important de son histoire. Jeudi 20 octobre, il a inauguré un nouveau système de radiothérapie robotisé qui permet de traiter des tumeurs difficiles d'accès, le Cyberknife. Cet appareil récemment acquis par le centre permet d'administrer au millimètre près une dose très élevée de rayonnement.

UN TRAITEMENT SANS DOULEUR ET TRÈS PRÉCIS

Le traitement s'échelonne au maximum sur 5 séances réalisées en am-

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

bulatoire. Il est indolore et surtout très précis. Un système de guidage repositionne en permanence le faisceau en fonction du déplacement de la tumeur ou des mouvements respiratoires du patient. Le Cyberknife permet de traiter des lésions intracrâniennes, des tumeurs du poumon, du foie, des vertèbres, du pancréas, de la prostate et du sein.

Selon le type de tumeur à traiter, une séance dure entre 30 et 90 minutes. Le laser inclut 100 à 200 faisceaux de rayons depuis différentes directions. Le bras robotisé tourne autour du patient. Celui-ci est allongé sous un plafond représentant un ciel bleu printanier et peut choisir une musique relaxante diffusée dans la salle.

UNE PREMIÈRE DANS LA RÉGION

Venu des Etats-Unis, cet appareil est le 13e installé en France, le 1er en

Région Hauts de France hors du Centre hospitalier de Lille. Cet investissement de 3,9 millions d'euros a été entièrement pris en charge par le pôle d'imagerie et de cancérologie du Pont Saint Vaast.

C'était une priorité dans notre Région où 17 000 nouveaux cas de cancers sont diagnostiqués chaque année.

Le Pôle Médical d'Imagerie et de Cancérologie du Pont Saint-Vaast est situé en centre-ville de Douai. Il regroupe les centres de radiothérapie Galilée à Lille, le Centre de Cancérologie de l'Artois à Lens et trois centres d'imagerie avec équipement lourd : la clinique radiologique du Pont Saint-Vaast à Douai, le centre d'IRM de Dechy avec le Centre hospitalier de Douai et le cabinet radiologique les Arcades à Sin-le-Noble. ■

“ Le patient est allongé et peut choisir une musique relaxante.

PRATIQUE

Le Centre Léonard de Vinci traite environ 150 patients par jour, son équipe compte : 5 radiothérapeutes ; 4 physiciens ; 3 dosimétristes techniciens en physique et radioprotection ; 11 manipulateurs ; 1 aide-manipulateur ; 1 qualitiennne.



POLITIQUE RÉGIONALE

Daniel Fasquelle est convaincu qu'il restera maire jusqu'en 2020

Le maire du Touquet apprécie peu les supputations sur sa succession à la mairie du Touquet. Pour lui, la question n'a pas de sens pour l'instant, car elle ne se posera plus en cas de victoire de l'opposition au printemps. Les Républicains sont résolument opposés à cette loi sur le non-cumul des mandats et comptent bien revenir dessus par la voie parlementaire. Selon Daniel Fasquelle, les élus pourraient échapper à cette loi de la manière suivante : « Avant les présidentielles, la majorité parlementaire du Sénat va présenter un projet de loi pour demander le report de trois ans de la loi sur le non-cumul. Ce projet de report sera voté, car une large majorité de sénateurs, y compris des sénateurs de gauche, ne

sont pas favorables à cette loi. Une fois les présidentielles et les législatives passées, la nouvelle majorité parlementaire (ndlr : en cas d'alternance) votera ce projet de loi, qui est déjà rédigé, et la loi sera immédiatement applicable ». Pour Daniel Fasquelle, ce report est largement justifié, qu'on soit pour ou contre le cumul de deux mandats. « Les électeurs ont élu les maires pour six ans, par pour trois ans. Il est normal que les maires aillent jusqu'au terme de leur mandat ». Pour le député-maire du Touquet, il s'agit simplement de respecter le suffrage universel et le choix des électeurs. Il appartiendra ensuite à la nouvelle assemblée de revenir ou non sur le fond de la loi. Le calendrier législatif

permet-il de mettre en application cette loi sans imposer une nouvelle élection du maire ? « Oui répond Daniel Fasquelle. S'il manque quelques jours dans la procédure, nous pouvons obtenir un délai supplémentaire de quinze jours. Nous avons parfaitement le temps d'obtenir le report de trois ans ». Pour Daniel Fasquelle, il est donc inopportun de parler d'une succession qui, dans non esprit, ne se posera qu'aux prochaines élections municipales générales... en 2020. A condition bien sûr que l'actuelle opposition redevienne majoritaire aux prochaines élections législatives, ce qui reste une inconnue. Pierre LE-DUC ■



LES AMBITIONS DE MEHDI RAHOUI « Beauvais a besoin d'un W. Amsallem du 21e siècle »

ELECTIONS Pressenti pour être candidat sur la 2e circonscription de l'Oise, le conseiller municipal PS reste indécis. Il privilégierait la conquête de la mairie de Beauvais.

L'Observateur de Beauvais : On parle de plus en plus d'une candidature sur votre nom, notamment aux législatives? Cette information est-elle fondée?

Mehdi Rahoui : Des responsables et des militants du PS souhaitent que je me présente aux prochaines élections législatives. On me parle de la circonscription précédemment convoitée par Sylvie Houssin qui fait d'ailleurs partie des camarades qui croient en moi et qui m'incitent à me lancer. Ce secteur était jusqu'à maintenant réservé à une candidature féminine au nom de la parité, mais le conseil national du parti a décidé d'autoriser une candidature masculine en 2017. Je suis très honoré d'incarner un espoir pour mes camarades, mais une candidature à une élection est un acte sérieux qui doit se mûrir. A ce jour, je n'ai pas encore pris de décision définitive concernant ma candidature. J'arrêterais une décision mi-novembre.

Si vous vous engagez, avec qui aimeriez-vous faire campagne?

Celui qui souhaite devenir député doit avoir des valeurs et de l'énergie. Des valeurs car il devient urgent d'avoir sur la seconde circonscription un député intègre. Si je devais être candidat, je ferais équipe avec une femme qui comme moi connaît les difficultés rencontrées par les Français, pas une professionnelle de la politique. Les électeurs en ont assez de voir toujours les mêmes, ceux qui se présentent à toutes les élec-

tions et qui vivent de ça. Nous avons besoin de renouvellement car la classe politique est usée.

Dans cette circonscription tenue par Jean-François Mancel (LR), le FN et la conseillère Florence Italiani obtiennent également des score élevés, qui craignez-vous le plus?

Je ne crains pas M. Mancel. Il a gagné d'une très courte tête la dernière fois et même le conseil constitutionnel a contesté sa victoire en 2012. Il risque d'avoir des difficultés à gagner l'élection car il incarne plus le passé que l'avenir. Il a été élu alors que Giscard d'Estaing était président de la République, mais quand on sait qu'il touche chaque mois en tant que Député 7100 € d'indemnités auxquelles s'ajoutent 5800 € de frais de représentation, on comprend mieux pourquoi il s'accroche autant. Quant à Mme Italiani, elle est inexistante au conseil municipal de Beauvais et au conseil régional, alors je ne vois pas ce qu'elle pourrait faire pour les habitants de la 2ème circonscription à l'Assemblée nationale. Quoi qu'il en soit, ces deux personnes seront des députés fantoches si l'un d'eux était élu!

Préféreriez-vous une candidature commune avec les autres forces de la gauche (PS/ Front de gauche...) ou partir seul sur l'étiquette du PS?

La gauche a toujours déçu lorsqu'elle est partie divisée. Je suis inconditionnellement pour une union. C'est la seule voie qui nous permettra de pro-

téger le pays d'une droite à bout de souffle et qui a usé le pays. Dans l'Oise, nous pouvons au moins conserver les circonscriptions actuellement à gauche, mais en fédérant les forces du PS, du PC et d'Europe écologie.

En parlant du PS, qui soutiendrez-vous lors des primaires sachant que vos colistiers ont choisi de soutenir Benoît Hamon?

J'attends de connaître la liste officielle des candidats engagés dans la course pour me ranger derrière quelqu'un. Mon choix s'appuiera sur des éléments indispensables à la victoire. En effet, seul un candidat capable de rassembler le PS et toute la gauche sera en mesure d'accéder au second tour de l'élection présidentielle.

Vous êtes Beauvaisiens, vous travaillez à Beauvais, vous êtes conseiller d'opposition à Beauvais, n'est-ce pas les municipales votre objectif?

Je suis né et j'ai grandi à Beauvais, je suis très attaché à ma ville. En quelques années, Beauvais a changé et en mal! La qualité de vie s'est dégradée alors que les impôts locaux sont en hausse constante. Beauvais reste donc mon principal objectif et si je décline l'investiture aux législatives, ce n'est pas par crainte d'une défaite mais tout simplement parce que j'estimerai que je serai plus utile à oeuvrer à la reconquête de la mairie de Beauvais. J'ai de l'ambition pour cette ville. Beauvais a plus que jamais besoin d'un Walter Amsallem du 21ème siècle!

A Beauvais et au PS, on vous prend plus pour le lieutenant de Thibaud Viguier que pour un vrai leader de l'opposition. N'est-ce pas le bon moment de s'émanciper dans l'optique des municipales de Beauvais? J'ai 35 ans mais c'est vrai que j'ai déjà une expérience intéressante.

J'ai été Secrétaire général du Conseil national de la jeunesse au ministère de la jeunesse et des sports de 2005 à 2006. Je siége au conseil municipal depuis 2008 et je suis désormais élu à la communauté d'agglomération. J'ai présidé le groupe d'opposition et j'ai été le directeur de la campagne des municipales de 2014. Lors des dernières élections municipales, notre chef de file avait une très bonne liste et un très bon programme mais malgré ça, il n'a pas gagné. Je le regrette mais je suis très respectueux du processus démocratique et j'accepte le choix des Beauvaisiens. Me concernant, je suis fidèle et

loyal envers ceux qui me soutiennent. J'ai une bonne connaissance de la vie politique locale et je suis en contact permanent avec des Beauvaisiens de tous horizons qui me parlent de leur quotidien, qui me soufflent souvent de très bonnes idées. Ma parole est écoutée dans Beauvais car les gens se reconnaissent dans les idées que je défend. J'ai un réseau solide qui me permet de peser dans les débats. Je suis jeune mais j'ai déjà une expérience solide et je la mets au service du collectif.

Oui mais il y aura bien une tête de liste, est-ce que vous serez candidat à l'investiture?

Pour gagner les municipales et proposer une autre politique à Beauvais il faut faire vivre un travail d'équipe, faire partager une vision commune à un groupe. C'est ça la force d'un leader : le collectif! Me concernant, j'aurais 39 ans au moment des pro-

chaines municipales. La question de ma candidature ne se pose pas encore car les élections sont dans quatre ans. Ce qui est acquis c'est que je m'impliquerai fortement car nous devons réveiller Beauvais pour éviter que la ville meurt. ■



Focalisé sur la reconquête de la Ville de Beauvais, il pourrait renoncer à l'investiture de la gauche sur la 2e circonscription.

par Raphaël Thiollier Thiollier

« « Nous devons réveiller Beauvais pour éviter que la ville meurt »

Tribune municipale : l'opposition crie à la censure, la Ville s'excuse

Petite erreur et grosse conséquence dans le « Beauvaisis notre territoire » du mois de novembre. En effet, en guise d'une tribune sur la désorganisation des nouvelles lignes de bus, l'opposition de gauche s'est vu créditer du même article qu'en septembre, annonçant une réunion ayant déjà eu lieu... le 8 octobre. « *Il s'agit là d'un nouvel acte malveillant, d'une censure insidieuse* », s'est offusqué aussitôt Thibaud Viguiier (PS) sans y aller avec le dos de la cuillère. « *Cet acte de censure à l'encontre des élus de l'opposition « Utile pour Beauvais » est une nouvelle expression de mépris à l'égard des Beauvaisiens, manifestée si fréquemment par madame Cayeux et son entourage* ». Au service communication de la Ville qui s'est excusé oralement auprès de Thibaud Viguiier, on ne nie pas l'erreur tout en rejetant, en revanche, les termes de censures. « *Nous comprenons leur consternation mais nous ne pouvons les laisser dire qu'il s'agit d'un acte de censure à leur encontre. Il s'agit simplement d'un fâcheux oubli dans l'actualisation de la maquette du magazine, nous l'assumons et encore une fois nous nous en excusons* ».

Mehdi Rahoui veut dynamiser l'image de la ville par le sport

S'il est un domaine sur lequel Mehdi Rahoui veut axer ses priorités à Beauvais, c'est le sport. « *Je pense que c'est grâce au sport que Beauvais pourra redevenir une ville dynamique. Pendant que l'adjoint aux sports pérorait, il oublie que les clubs sportifs de haut niveau de la ville n'ont jamais connu un aussi mauvais niveau depuis plus de 40 ans* », regrette-t-il. *Si je devais être tête de liste, je miserai beaucoup sur le retour de Beauvais en ligue 2*», énoncet-il.



Le Parti radical dévoile 130 propositions pour peser sur les prochaines élections

Anthony Blondeau a la ferme intention de faire vivre le Parti Radical (composante de l'UDI) dans le Pas-de-Calais. En tant que président de la fédération départementale de ce parti (présidé nationalement par Laurent Hénart), Anthony Blondeau et ses collègues suivent de près la préparation des prochaines échéances électorales : la présidentielle et les élections législatives.

Dernièrement, le président de la fédération du Pas-de-Calais était à Paris où il assistait à un comité exécutif qui devait répondre à deux questions majeures : fallait-il que le Parti Radical se positionne pour un candidat de la primaire de la droite et du centre. A 97%, les membres du comité exécutif ont décidé de soutenir Alain Juppé. Alors qu'en mars 2016, l'UDI (dont fait partie le Parti Radical) avait décidé de ne pas présenter de candidat à la primaire et de laisser ses adhérents la liberté de choisir. « Laurent Hénart a considéré qu'en tant que parti il fallait prendre une décision. » Surtout quand les débats de la primaire ont pris « une tournure inquiétante » : « nous ne voulions pas voir sortir un candidat qui ne nous correspondait pas ».

Les voilà réunis pour Alain Juppé mais en précisant que « *ce choix ne nous engage pas pour le premier tour de la présidentielle* ». En effet, le Parti Radical misera sur celui qui portera le mieux leurs valeurs, reprendra une partie (au moins) de leur projet. « *Tout se fera autour d'un contrat de gouvernance. Nous demanderons à avoir un groupe parlementaire significatif* », ce qui pourrait se traduire par des accords avant les élections législatives. « *Dans la foulée de la présidentielle, il y a des élections législatives et sénatoriales, le centre y veut des groupes parlementaires forts.* » Si rien ne peut être affirmé aujourd'hui sur d'éventuels accords électoraux (l'UDI dira qui elle soutient pour la présidentielle au premier trimestre 2017), le projet du Parti Radical a déjà été écrit. Il prend la forme d'un manifeste d'une centaine de pages compilant 130 propositions concrètes pour « *une révolution républicaine* ».



Anthony Blondeau (à gauche de la photo) préside la fédération du Pas-de-Calais du Parti Radical.

Ce manifeste fait d'abord un constat sur l'état de la France avant de lister les propositions des radicaux, « *du plus vieux parti de France* », rappelle Anthony Blondeau évoquant la loi de 1905 mais aussi la mémoire d'Herriot, de Clémenceau ou de Mendès-France. Ce recueil de propositions apporte des solutions à deux défis majeurs : un premier défi national pour redresser le pays et un deuxième défi mondial pour résoudre les crises écologiques, économiques et celles liées au fanatisme religieux. « *Toutes les fédérations départementales ont fait remonter des propositions. Maintenant, ce manifeste va être envoyé aux dirigeants de l'UDI. Et ici dans le Pas-de-Calais à Frédéric Leturque et François Decoster.* » Et peut-être aussi à un certain Alain Juppé... ■

par Bruno Place

EXTRAITS

Parmi les propositions recensées dans le manifeste du du Parti Radical, on peut retenir : - le septennat non renouvelable pour le Président, - la proportionnelle aux législatives, - la baisse du nombre de députés à 400,

- la fin des 35 heures partout et des accords d'entreprise pour le temps de travail, - une réelle autonomie aux établissements scolaires, - une vraie fiscalité liée au développement durable (écotaxe),

- création d'une politique européenne d'immigration, - redynamisation du tissu rural (création de zones franches rurales), - instauration d'un régime unique de la sécurité sociale, - mise en place d'une TVA sociale,

- renforcement du rôle de l'apprentissage, - hausse de 15% par an des crédits de la justice...

“ « **LE CENTRE RÉCLAMERA UN GROUPE PARLEMENTAIRE FORT.** »

